

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

le Numéro : 1 Franc - MENSUEL

N° 87 NOVEMBRE 1969

SOMMAIRE

LES GREVES SAUVAGES EN ALLEMAGNE DE L'OUEST	1
AUX CAMARADES D'I. C. O.	7
UNE MEME LUTTE	7
FRANCE DES TRAVAILLEURS	8
PERSPECTIVES DU CAPITALISME DANS LE MONDE	17
ITALIE	20
BELGIQUE	22
U. S. A.	24
NOTES SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT	28

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Les Grèves Sauvages en Allemagne de l'Ouest

Il est maintenant possible de mesurer l'ampleur du mouvement de grèves sauvages qui a déferlé sur l'Allemagne fédérale au cours du mois de septembre et paraît toucher à sa fin, au moment où commence un grand spectacle électoral et parlementaire, avec les meilleures troupes, les meilleurs acteurs et un suspense bien préparé qui fascine public et « observateurs ». Il est beaucoup plus difficile de se faire une idée exacte des formes de ce mouvement et de ce qu'il peut y avoir de nouveau en lui. Le dernier numéro d'I.C.O. (n° 85) rappelait qu'il n'était que *relativement* nouveau, contrairement à ce qu'affirment le *Nouvel Observateur*, le *Spiegel* et tous les périodiques allemands que nous avons pu parcourir, et que les dernières grèves sauvages *connues* remontent, en Allemagne, à 1966 et non pas à 1928 (N.O.) (Voir *Socialisme ou Barbarie*, n° 21 et I.C.O. n° 53). Il reste que depuis l'après guerre, il ne s'est jamais produit en Allemagne de mouvement aussi étendu ; aussi inattendu, et peut-être aussi caractéristique quant à la fonction des organisations syndicales dans le système et l'attitude qu'elle a fait naître chez les ouvriers à leur égard. C'est sur ce point capital que les informations, d'ailleurs très incomplètes, qu'on peut recueillir dans la presse et qui sont résumées ci-dessous, restent très insuffisantes ; il faudra attendre, pour y voir plus clair, que nous soient parvenues ou soient accessibles, des informations directes et plus sûres.

Rappelons, en renvoyant au supplément au n° 51 d'I.C.O., juillet 1966, sur les Comités d'Entreprise, qu'il existe dans les entreprises allemandes :

- 1) *des hommes de confiance*, sorte de délégués du personnel qui sont souvent en même temps les responsables syndicaux ;
- 2) *un comité d'entreprise* élu par tout le personnel, par-

ticipant à l'administration des œuvres sociales et défendant les travailleurs devant la direction ;

3) *un comité syndical d'entreprise* élu par les syndiqués et pratiquement confondu avec le précédent ;

4) dans les grandes entreprises des mines et de la sidérurgie, et depuis 1952, certaines autres, *un Conseil de Surveillance* (Aufsichtsrat) comprenant en particulier des représentants des salariés pratiquement désignés par les syndicats et assurant la « cogestion » du personnel et de l'entreprise ;

5) et enfin, *un directeur du travail*, agréé par le Conseil, élu par le personnel et recommandé par le syndicat qui, en fait, le désigne, et chargé de représenter les travailleurs dans la direction dont il est un des membres, puissant et envié.

Il faut noter d'abord, parce que c'est la base de toutes les interprétations mises en avant jusqu'ici, que le mouvement s'est déclenché dans une période de prospérité économique exceptionnelle dans l'industrie lourde, succédant en 18 mois à une phase de dépression (1966-67) qui avait entraîné un chômage important : en 1967, 35.000 métallos durent chercher un autre travail. 1969 s'annonce, au contraire, comme une année record ; la production d'acier sera de 46 millions de tonnes, 10 % de plus qu'en 1968 ; dans l'industrie de l'acier, on ne vend plus, on répartit des contingents entre les clients. Le béton armé bénéficie d'une hausse de prix allant jusqu'à 100 % du fait de la pénurie, et il est vendu au marché noir. Les mines et les textiles constituent de nouveau une activité rentable. Les aciéries ne parviennent pas à se faire livrer du coke dont les stocks sont épuisés. Il en est de même pour la houille ; on estime qu'il manquera, pour la seule consommation des ménages et des petites industries, près de 800.000 tonnes de coke à la fin de l'année. Les

entreprises réalisent donc des profits considérables (Hoesch de 8 à 10 %, Thyssen 12 % plus 3 % de bonus) et préparent d'énormes investissements (KloECKNER - Duisbourg, 500 millions de mark, Hoesch 1,5 milliard, Mannesmann-Thyssen livre à l'U.R.S.S. pour 1,5 milliard de conduites de gaz naturel). Pendant ce temps, les syndicats qui ont conclu, il y a 18 mois, des conventions collectives de longue durée (à une époque où, selon certains, le redressement économique s'annonçait déjà, ce que nient les syndicats), conventions qui insistaient davantage sur la stabilité de l'emploi que sur les hausses de salaires, ne prévoyant, par ex., dans l'acier, que 5 % dans le 2ème semestre 1968 et 2 % en mars 1969, les syndicats se considèrent comme liés par les conventions qu'ils ont signées et assistent à l'essor spectaculaire des profits d'entreprises, en s'interdisant de rien entreprendre pour imposer des hausses de salaires. Telle est la conjoncture en septembre 1968 ; il reste à savoir si, comme on le prétend, elle contient toute l'explication et toute la signification des grèves.

Venons-en à celles-ci. Elles éclatent dans la Ruhr, le 2 septembre, à Dortmund, dans l'entreprise sidérurgique Hoesch (« nom qui veut dire acier et maigre salaire » slogan des grévistes) où plus de 15.000 ouvriers, ayant pris connaissance d'une lettre de la direction annonçant aux actionnaires l'augmentation de 8 % de leurs dividendes, débrayent sans tenir aucun compte du règlement (imposant le scrutin secret et l'accord préalable du syndicat (1) se privent ainsi du soutien des caisses de grève syndicales et défilent avec des mots d'ordre tels que : exploiters, exploiters - ouvrier allemand réveille-toi - nous nous représenterons nous-mêmes - on ne nous aura pas ; pendent enfin en effigie le directeur de l'entreprise, Harder, à l'entrée de ses propres bureaux. De la sorte, ils obtiennent très rapidement (en dix minutes dit-on) 15 % d'augmentation au 1-9-69, l'ouverture de négociations sur de nouvelles conventions collectives et le paiement des heures de grève (N.O. et Spiegel). Dès ce moment, le mouvement s'étend un peu partout, signalé dans les journaux sous la rubrique « les grèves sauvages ».

Et d'abord dans la sidérurgie : le 5-9, grève sauvage à DUISBURG-HUCKINGEN, où la police est appelée « préventivement » et où les ouvriers reprendront le travail le 7 après avoir obtenu 50 mk pour septembre en attendant la nouvelle convention ; à GELSENKIRCHEN (Schalker-Verein) où 1.000 ouvriers défilent dans la ville jusqu'à la maison des syndicats, aux cris de « 50-50-50 », (pfen-

nigs de plus de l'heure) et imposent qu'une délégation directe soit reçue par les représentants syndicaux à la commission tarifaire ; à DUISBURG-MEIDERICH, où les ouvriers demandent de 30 à 50 pf de l'heure et refusent de reprendre le travail malgré l'intervention d'un accord patrons-syndicat et les vives recommandations de celui-ci ; à OSNABRUCK et à BREME, aux usines KloECKNER, où 6.000 ouvriers réclament 50, puis 72 pf (1 F) de plus de l'heure, et s'en prennent au « directeur du travail » F. Dussman, dénoncé par banderolles (« notre directeur du travail est un tigre de papier » - « Friedel dehors » - « Dussman à la retraite », etc...). Le piquet de grève, à l'entrée de l'usine, contrôle si sévèrement les entrées que les directeurs s'intallent à l'hôtel ; ce soir là, l'un des dirigeants du syndicat de la métallurgie I.G. Metall, Willi Micheles, donne justement une réception en l'honneur du président de l'Allemagne fédérale Gustave Heinemann et doit se retirer (« Gustave, excuse-moi, il faut que j'aille à Brème ») mais les ouvriers de Brème lui réservent une plus mauvaise réception et lui crient : « Vous avez dormi pendant trois ans, vous-autres, et maintenant, vous vous poussez en avant » ; à MULHEIM, dans la Ruhr (Rheinische Sthlwerke), arrêt de 4 heures et reprise du travail, les ouvriers ayant, paraît-il, suivi les avis du Comité d'entreprise, qui recommandait d'attendre, avant toute action, les résultats des transactions en cours - et dans d'autres entreprises encore.

Dès le lendemain, le syndicat I.G. Metall de Rhénanie-Wesphalie, réunit au plus vite sa commission tarifaire pour fixer les revendications qui seront soumises au patronat : augmentation de 14 %, dénonciation de la convention collective conclue le 1er juin 68 et devant valoir jusqu'au 30 novembre 69, non imputation du samedi libre sur les congés annuels ; ces revendications concernent 280.000 ouvriers du fer et de l'acier. De leur côté, les patrons, espérant mettre fin aux grèves sauvages en acceptant des discussions anticipées sur les salaires et en proposant une nouvelle convention avec effet rétroactif au 1-9, demandent la reprise du travail, invoquant les pertes que provoquerait l'arrêt des hauts-fourneaux.

Le mouvement s'étend cependant, et non seulement dans la métallurgie (HATTINGEN, 12.000 ouvriers, NEUNKIRCHEN dans la Sarre (aciéries) où les ouvriers refusent la reprise, malgré l'offre de 8 % et d'une prime de fin d'année inscrite dans les accords), mais également dans les mines. Le syndicat I.G. Mines-Energie avait pourtant annoncé qu'il entamerait dans le courant de la semaine les discussions de salaires concernant les mineurs, tandis que son président (Arendt) affirmait au contraire que le syndicat s'en tiendrait aux dates prévues par les conventions, soit décembre 69. Mais dans la Ruhr, à OER-ERKENSCHWICK, les mineurs déclenchent une grève d'avertissement de 3 heures, et dans la Sarre, on compte 8.000 grévistes sauvages à la mine Luisenthal d'ALTENKESSEL, autant à NEUNKIRCHEN ; à SARREBRUCK, les mineurs manifestent devant la direction des mines de la Sarre, tandis que devant la maison des syndicats, 4.000 ouvriers crient « Vendus, Vendus ». M. Schneider, dirigeant syndical de la mine Camphausen, est accueilli par les cris de « Traître » et « Bonze ».

Le 8 septembre, il y a 20.000 mineurs et 18.500 métallos en grève dans la Sarre ; dans la Ruhr, la grève a gagné la Rheinstahl Press de BRACKWEDE et les aciéries de HAMM (2). Il y a bien eu reprise du travail à Neun-

(1) D'après des précisions récemment parvenues, une certaine importance reviendrait, dans le déclenchement de la grève chez Hoesch, au problème de salaires, resté sans solution depuis la fusion de Hoesch avec la Dortmund-Horder-Hutten-Union en 1966, qui avait entraîné des disparités de salaires considérables entre les ouvriers de la même entreprise ; ceux-ci en avaient assez de voir le règlement de ce problème constamment repoussé sous le prétexte d'une réévaluation des postes de travail amorcée depuis 2 ans ; c'est pour lutter contre les disparités et trop grandes inégalités de salaires que leurs revendications ne s'exprimaient pas en pourcentage, mais en augmentation du salaire horaire. Il semble que dans cette entreprise, où il n'y eut pas de manifestation anti-syndicales, ce soient des « hommes de confiance » qui aient appelé les ouvriers à protester en même temps qu'il annonçaient la fin de non recevoir opposée par la direction aux revendications des ouvriers ; ceux-ci avaient alors spontanément transformé leur protestation en arrêt de travail.

(2) Aux aciéries de Hamm Westfälische-Union-Thyssen, la nouvelle évaluation des postes de travail récemment appliquée avait, non seulement, entraîné des disparités, mais encore avait comprimé les salaires à tel point que l'augmentation de 8 % obtenue par le

kirchen (avec 8 % d'augmentation) et à Duisburg-Meiderich, mais le même jour, la grève dans l'acier s'étend à la BAVIERE (Sulzbach-Rosenberg, Haidhof) où 8.500 ouvriers réclament 30 pf de plus de l'heure, et tout de suite, que les syndicats négocient ; à BREME, chez Kloeckner, les 6.000 ouvriers sont toujours en grève et malgré la diligence du directeur et du comité d'entreprise, les services de garde ne fonctionnent pas (l'acier doit être conservé à 1200°) ; au lieu des 50 pf réclamés, les patrons ne proposent que 40 pf de plus de l'heure. En bourse, les actions sidérurgiques baissent de 2 %.

Le 9, le syndicat des mines condamne la grève sauvage, demande par tracts la reprise du travail, se dit assuré que le mouvement ne s'étendra pas de la Sarre à la Ruhr, où la grève d'avertissement de 3 heures qui s'est produite à Oer-Erkenschwick (« Ewald-Forts et zug ») est pour lui un signe que les forces « modérées » tiennent les choses bien en main (die Welt). Les grèves des mines de la Sarre doivent être attribuées, selon lui, à un « mauvais climat » ; les conventions à long terme, dont les mineurs demandent maintenant la dénonciation, ont bien été un « succès syndical », malgré leur longue durée qui n'avait été acceptée qu'à contre-cœur, quand les stocks étaient importants ; l'épuisement de ceux-ci et l'essor économique créent une situation nouvelle justifiant l'ouverture de négociations syndicat-patrons.

Le ministre socialiste de l'économie, Schiller, invite lui aussi les grévistes (plus de 40.000 à ce moment en Allemagne) à reprendre le travail : « Finissez-en avec les grèves sauvages, ayez confiance en vos syndicats qui négocieront de nouvelles conventions ». Il attribue également le mouvement qui s'est déclenché à Dortmund, chez Hoesch, le 2-9, à des « dissensions internes, qui couvaient depuis longtemps », et considère qu'il s'agit là « d'épisodes qui se sont produits sans et contre les syndicats, et non pas de formes de luttes appropriées pour obtenir des hausses de salaires » (il oublie de mentionner les résultats que les ouvriers de Hoesch ont ainsi obtenu !). De son côté, enfin, le président de la Confédération syndicale D.G.B., Vetter, déclare que les syndicats n'approuvent pas les grèves sauvages, mais qu'ils les « comprennent » en un sens. Le patronat furieux : si le président des syndicats admet ces grèves non règlementaires, il n'y a pas à s'étonner de ce qu'on ne parvienne pas à un accord ; ces déclarations ne peuvent profiter qu'aux éléments « radicaux » qui inspirent ces agissements !

C'est en effet l'interprétation qui est alors avancée par certains, notamment la Frankfurter Allgemeine, qui s'effraie de voir le personnel d'entreprises entières prêt à suivre des mots d'ordre politiques, des mots d'ordre ayant ouvertement un contenu de lutte de classe, lancés par des irresponsables aux intentions bien dissimulées, mais dont l'activité destructrice sème excitation et con-

syndicat ne se traduisait plus au niveau du salaire ; la grève aura eu pour résultat que les ouvriers perçoivent de nouveau leur 8 %. De nombreuses protestations contre ce système d'évaluation jugé incompréhensible, mais le succès déjà obtenu chez Hoesch joue un rôle important dans le déclenchement du mouvement, cette fois, on mentionne des réactions anti-syndicales, notamment lorsque le permanent tente d'expliquer aux ouvriers le système d'évaluation ; pour lui, cette grève vient d'un malentendu et aurait pu être évitée si les hommes de confiance avaient pu fournir à temps les explications nécessaires ; il explique que s'il a appelé les ouvriers à la reprise, c'était « pour montrer que le syndicat n'avait pas appelé à la grève sauvage » et n'était aucunement disposé à soutenir la grève financière.

fusion dans la lutte électorale : communistes, comme à Neunkirchen, membres de l'A.P.O. (opposition extra-parlementaire) comme à Dortmund. Même son de cloche dans la Rheinische Post.

Ce registre sera bientôt abandonné. Mais il n'est pas sans intérêt de noter le ton des commentaires d'un journal comme la Frankfurter Allgemeine (F.A.Z.) (3) qui reconnaît que le mérite des syndicats, c'est d'avoir pris au sérieux les obligations résultant des conventions signées par eux, et notamment celle de maintenir et d'imposer la paix sociale jusque dans les entreprises, un tel sens des responsabilités ayant épargné jusqu' alors à l'Allemagne, à de rares exceptions près, ce redoutable « mal anglais » : la grève sauvage. Or, d'après F.A.Z., ce mouvement qui s'empare maintenant de l'Allemagne, ces grèves déclenchées contre l'avis du comité d'entreprise, du directeur du travail et du syndicat, et qui peuvent contraindre en quelques heures la direction à capituler, sont fondamentalement dirigées contre les directions syndicales comme en témoignent les mots d'ordre tels que « augmentations immédiates par notre propre lutte » et par conséquent contre l'ordre libéral tout entier. Il revient donc aux syndicats d'éteindre les grèves sauvages, ce qu'ils ne pourront faire en se radicalisant, mais pas davantage en réclamant l'extension et le développement de la cogestion (ce qui est en effet un des thèmes sésentiles de la propagande des syndicats) puisque c'est dans la métallurgie, où elle existe déjà, que les grèves sauvages ont justement éclaté. Citons : « Une représentation paritaire des travailleurs dans le Conseil de Surveillance, et la présence d'un directeur du travail dans la direction, ne se sont pas montrées une protection suffisante contre les démonstrations anti-syndicales. Sans aller jusqu'à prétendre que la confiance des travailleurs dans leur syndicat a été affaiblie par la cogestion, on peut se demander si l'extension de la cogestion ne chargerait pas le syndicat de responsabilités contraires à sa fonction et qui l'éloignerait de ses membres » (F.A.Z. 8-9). Ainsi, tout en défendant ses intérêts électoraux et politiques, tout en prodiguant aux syndicats des conseils amicaux, c'est ce journal conservateur qui parvient à caractériser presque exactement la fonction et la situation du syndicat et les contradictions qui en résultent.

Cependant, contrairement à ce qu'annonçait et espérait le syndicat des mineurs, la grève sauvage passe des mines de la Sarre à celles de la Ruhr ; 2 mines sont touchées à DORTMUND où le dirigeant syndical (I.G. Berg Bau) Neumann tente 3 heures durant, de faire reprendre le travail à 3.000 mineurs crient « Neumann Raus », et disparaît enfin ; à SARREBRUCK, 10.000 mineurs manifestent pour un salaire mensuel minimum de 1.000 Mk, et selon le Rheinische Post, ils brûlent deux drapeaux rouges arrachés à un groupe de jeunes gens (photo dans le Rh. Post). Ce qui est plus intéressant, ce sont les cas, rapportés par le Spiegel qui les a certainement choisis parmi de nombreux autres, où l'on voit comment les ouvriers se font représenter dans les tractations par certains d'entre eux choisis directement, à la place de leurs représentants officiels : à Dortmund, il y a un comité de grève de 13 membres, avec un porte-parole. Aux aciéries Friedrich Flicks (Bavière), les fondeurs choisissent 15 d'entre eux, avec lesquels le directeur et les autres membres du comité d'administration, après avoir fait quelques manières, entament la négociation.

Le 9 septembre, grève à DUSSELDORF, cette fois dans les textiles et filatures Kloeckner, où 1.000 ouvriers réclament 50 pf de plus de l'heure et refusent les propositions patronales. Le journal local (Dusseldorferstadt-

(3) Quotidien qui est à peu près l'équivalent du Monde, en plus conservateur.

post) évoque l'intervention d'éléments communistes, de tracts du D.K.P. (« Travailleurs, votre lutte unitaire mettra les patrons à genoux »). Un gréviste trop actif est licencié. Ailleurs, on enregistre des reprises du travail, les unes avec des résultats incertains (Kloeckner-Hagen Haspe, Oberbilk) - mais on manque d'informations - les autres après satisfactions des principales revendications, comme à GELSENKIRCHEN, dans la sidérurgie, avec une avance de 50 Mk sur les augmentations à conclure ; dans les mines de la SARRE, où les mineurs se sentaient sous-payés par rapport à ceux de la Ruhr, les premiers touchant 29,60 Mk là où les seconds en touchaient 43,61 ils obtiennent 75 Mk de plus par mois plus 310 Mk pour combler l'écart : dans les mines de BAVIERE (50 pf de plus de l'heure) et de WESTPHALIE (rallonge de 3,50 Mk par tour et congé minimum de 20 jours par an) plus une prime de 312 Mk par an, libre d'impôts. Arendt, du syndicat des mineurs, exprime son sentiment profond : « comme il est regrettable que les employeurs ne se décident à réagir que quand les tomates traversent les airs (en quelle direction ?) et que les carreaux volent en éclats ».

Le 10 septembre, après la sidérurgie et les mines, la grève atteint un 3ème secteur, *les chantiers navals*. A KIEL, grève sauvage aux chantiers Howaldt (8.000 ouvriers) ; ici encore, dans ce chantier où les grands parents des ouvriers actuels avaient autrefois, dit le Spiegel, fait 36 semaines de grèves pour un pf de plus de l'heure, au temps du Kaiser, comme dans la métallurgie chez Hoesch ou Kloeckner, ou comme dans les mines de la Sarre ; les questions de disparité de salaires sont importantes : on gagne 38 pf de plus aux chantiers de Hambourg qu'à ceux de Kiel ; pendant des années, le syndicat s'est contenté de mettre en garde la direction au sujet de cette différence ; résolution des grévistes : « la grève répond, avant tout, à l'attitude du comité d'entreprise qui ne s'est pas préoccupé jusqu'ici de la chute des salaires ». De même, à LUBECK, le 15, les 1.200 ouvriers des chantiers Flender font une grève d'avertissement pour obtenir l'alignement de leurs salaires sur ceux de Hambourg et une prime de fin d'année, le relèvement de 8 % qui est entré en vigueur le 1-9 leur ayant paru insuffisant. La direction ne cède pas.

Pendant que le patronat et les experts syndicaux entament des discussions sur de nouvelles conventions à long terme, la direction et le comité d'entreprise des chantiers de Howaldt méditent sur la reprise du travail et après 10 heures de parlottes, décident d'avoir recours à l'arme absolue, le scrutin secret, d'ailleurs règlementaire, mais négligé par les ouvriers quand ils ont débarrayé ; la direction promet, en cas de reprise, 6 pf-heure de plus, s'engageant en outre à 2 autres augmentations en avril et septembre 1970. Le comité d'entreprise recommande, pour sa part, l'acceptation de ce compromis. Le 16, la majorité des ouvriers le refusent, jugeant ces propositions à la fois insuffisantes et trop vagues (c'est aussi l'avis du président de la section locale du S.P.D., qui les trouve, lui, absolument ridicules ; que dira-t-il quand le futur gouvernement de coalition socialiste libéral aura à faire à de tels problèmes ?). Ils maintiennent : alignement sur les salaires de Hambourg, paiement pour toute la grève, pas de poursuite contre la direction de la grève, ce qui indique à la fois qu'il y avait une organisation de la grève analogue à celles dont nous avons parlé, et que des menaces pesaient sur ce comité de grève (4). Entretiens, et en vertu de dispositions dont nous ignorons encore le détail (5), la direction des chantiers fait exclure les grévistes, déjà privés par leur grève sauvage du secours des caisses de grève syndicales, de la caisse locale de sécurité ; celle-ci ouvre en revanche un registre d'inscription libre pour ceux qui veulent continuer à être assurés.

Ailleurs, le calme ne règne pas. Grève spontanée d'avertissement aux établissements « Hercules » de NUREMBERG, contre la suppression de la prime de transport de certains ouvriers et des versements en cas de maladie. En BAVIERE, 30.000 travailleurs des brasseries votent sur le principe de la grève pour soutenir leurs revendications de salaires : leur syndicat leur signale obligeamment qu'en principe ils ne doivent pas cesser le travail avant le 1er octobre, les conventions courant jusqu'au 30-9 ; il refuse cependant les propositions d'une commission et réclame pour ses adhérents 10 % d'augmentation immédiate, réduction plus rapide de la journée de travail et non imputation du samedi dans les congés annuels. En WESTPHALIE, le mouvement s'étend dans l'industrie textile ; à l'usine textile « Laurenz », après un jour de grève pour une augmentation de 30 à 50 pf, les ouvriers reprennent provisoirement le travail ; à l'usine « Ahaus » (filatures), 600 ouvriers reprendront le travail après 48 heures de grèves, ayant reçu l'assurance de l'ouverture de discussions et d'une augmentation de la prime de fin d'année ; à l'usine « Alstatter » de la même firme, grève de 120 ouvriers.

A cette époque se multiplient les déclarations, d'ailleurs divergentes, de personnes autorisées. Pour un dirigeant du syndicat patronal Fer-Acier, cherchant à tirer parti comme il peut de ce qui se passe, « ce mouvement spontané a montré l'absurdité de la cogestion », puisque, comme l'expliquait déjà la F.A.Z., c'est dans les entreprises co-gérées que les grèves sauvages ont éclaté. Pour le Spiegel, cela montrerait plutôt que la cogestion paritaire n'a pas ce caractère redoutable dont s'effrayait le patronat. En somme, si les syndicats et les représentants des travailleurs restent à l'extérieur de la direction de l'entreprise, ils peuvent mieux alors contrôler les ouvriers et empêcher les grèves, mais ils sont moins enclins à le faire ; s'ils y entrent, ils y sont davantage disposés, comme l'expérience l'a montré, mais ils en sont moins capables, d'où les grèves « sauvages ». Cruel dilemme !

Notons aussi les déclarations de Willi Michels, dirigeant de l'I.G. Metall dont on a déjà parlé et qui s'exprime dans le Handels Blatt (journal patronal) du 12-9 et dans le Spiegel du 15-9. Pour lui, les premières grèves chez Hoesch auraient pu facilement être évitées si l'on avait accordé sans difficultés les modestes 20 pf. de l'heure que réclamait le comité d'entreprise ; tout serait rentré dans l'ordre, ce qui vaudrait beaucoup mieux. En outre, la lettre de l'entreprise à ses actionnaires (annonçant 8 % de hausse des dividendes) fut une erreur psychologique monumentale : « quand je l'ai vue, j'ai dit : comment peut-on faire une pareille bêtise » (pour Michels, il n'est pas scandaleux en soi que les profits de l'entreprise augmentent beaucoup plus vite que les salaires des ouvriers... à condition que cela ne se sache pas trop ; sinon, ce n'est pas un crime, c'est une faute).

(4) *La direction du chantier se déclare navrée de ce refus, elle que la concurrence contraint, selon ses propres termes, à n'accorder aucune autre concession, espérant cependant que les efforts communs (les siens et ceux des syndicats) feront voir aux ouvriers où se trouve leur propre intérêt.*

(5) *Quand le contrat de travail se trouve résilié, soit par le fait d'une grève, soit par une dénonciation unilatérale, l'employeur doit le communiquer à la caisse d'assurance dans les trois jours, et l'employé n'est plus assuré, sauf s'il était déjà malade. Que la grève soit légale ou illégale. Mais si elle est légale, il reçoit des caisses syndicales l'argent qui lui permet de s'inscrire librement à la caisse d'assurance. (Cf. Zentralwerk Wurzburg. 4-10-69).*

Les grèves sauvages en cours (« pour de bonnes raisons ? les syndicats préfèrent parler d'arrêts spontanés de travail, ou de manifestations de mécontentement ») dans le fer, l'acier, les mines, portent surtout sur les augmentations ; or, les salaires sont régis par des conventions collectives qui sont des traités de paix et qui imposent légalement aux syndicats d'obliger leurs membres à reprendre le travail ; quand ceux-ci persistent à faire la grève, c'est que la situation sociale, économique et politique crée une atmosphère où les ouvriers ont « l'impression » que leurs intérêts ne sont plus défendus (on ne saurait mieux dire), ceci permettant à des groupes politiques radicaux d'amorcer des grèves sauvages tout en restant à l'extérieur - sans qu'on puisse dire pour autant qu'il y avait un plan de grèves préparé par les communistes du D.K.P. Nous n'avons pas négligé les intérêts des syndiqués, dit Michels, mais nous sommes liés par les accords que nous avons signés en pensant surtout à la stabilité, et nous avons toujours averti les camarades que le syndicat ne pourrait leur apporter aucun soutien en cas de grève, et recommandé la reprise. C'est donc des patrons et de leur attitude qu'il dépend maintenant que les conflits cessent. Une note personnelle pour finir : « Ce que nous avons perçu, pendant ces jours et ces nuits, avec une conscience plus forte, c'est qu'il y a encore des ouvriers en Allemagne ». L'avait-il oublié ?

A partir du 17 septembre, le mouvement de grèves sauvages prend un nouveau tournant en s'étendant aux services publics (qui emploient 1,6 million de travailleurs). A DUISBURG, les 400 employés de la voirie, ayant su par la télévision que les discussions en cours n'avaient toujours pas donné de résultats, décident le lendemain de recourir à « la seule méthode ayant démontré son efficacité, celle des métallos », et se mettent en grève d'un accord unanime. Ils envoient ensuite chercher le représentant de leur syndicat O.T.V. (Öffentliche Dienst, Transport, Verkehr), lequel rappelle à ses « chers collègues l'obligation d'assurer le travail pendant toute la durée de la convention signée par le syndicat, et il leur recommande la reprise, pendant que le syndicat irait informer les employeurs de l'aggravation de la situation. Au même moment siège le Stadtrat ou Conseil municipal) dont le président délègue aux grévistes son chef du personnel. Celui-ci les assure de son soutien de principe dans toutes leurs revendications, mais leur signale qu'ils frappent à la mauvaise porte (la ville de Duisburg n'étant pas présente dans les commissions qui signent les conventions). Murmures, cris hostiles. Une délégation des grévistes et 400 manifestants se rendent en cortège à l'Hotel de Ville, où la délégation est reçue par le président du Stadtrat, Caumann, qui accepte de transmettre immédiatement à l'Union des entreprises municipales, à Stuttgart, les exigences des grévistes (15 %, les 40 h. progressives, la retraite à 60 ans, auxquels on ajoute, dans la foulée, l'augmentation des équipes de ramassage des ordures, une prime pour les mois d'été et le paiement des jours de grève). Caumann formule des propositions allant dans ce sens, mais leur application est suspendue à l'acceptation de l'instance supérieure (le Stadtrat) qui ne se réunira que dans quelques jours et se montrera très réticente. Entretemps, les grévistes refusent toute reprise du travail.

Cependant les dépêches annonçant le déclenchement de grèves sauvages s'accumulent dans les bureaux des syndicats des services publics O.T.V. et D.A.G. : à ESSEN, à MUNICH, à NUREMBERG, à OFFENBACH, à WITTEN, à MANNHEIM, la plupart du temps dans les transports ou dans la voirie, mais aussi dans l'administration, le gaz, l'eau et l'électricité. Le syndicat O.T.V. a d'ailleurs du mal à faire le point, presque tous ses fonctionnaires locaux étant en route pour Berlin (qui sera

également touché par une grève du métro et des bus) où doit se tenir une réunion destinée à déterminer les revendications dans ce secteur ; le journal Die Welt précise qu'en « faisant jouer cette perspective, les fonctionnaires syndicaux tentent d'apaiser les travailleurs des services publics en grève ». Diverses déclarations soulignent, à cette occasion, les véritables fonctions des syndicats : Kluncker, de l'O.T.V. constate, le 17-9, que « les syndicats ne sont plus en mesure de garantir la paix sociale ». Benda, ministre chrétien-démocrate de l'Intérieur, exprime l'espoir que les syndicats réussiront à convaincre les travailleurs de renoncer à leurs arrêts de travail illégaux.

Le seul moyen, pour les syndicats, de retrouver leur capacité de contrôle étant de reprendre à leur compte les revendications avancées, quitte à en atténuer la virulence, on voit le syndicat des Postes réclamer, pour ses 175.000 employés, une augmentation de salaires avant le terme prévu, des primes pour travail de nuit et de jours fériés, un congé annuel minimum de 20 jours ; il « n'écarte pas » la possibilité de mouvements spontanés et dénonce la convention en vigueur « tenant compte d'une situation économique notablement modifiée » (sans reconnaître, bien entendu, que c'est la situation sociale, elle aussi notablement modifiée, qui a modifié son attitude et l'a obligé à voir que la situation économique justifiait de nouvelles revendications). Le syndicat O.T.V. a dénoncé la convention qui engageait les employés des ports (les chantiers Howaldt sont toujours en grève) jusqu'au 31 janvier 1970 et réclament 13,5 % ; une nouvelle convention sera conclue le 21-9. La conférence des délégués d'entreprise du syndicat D.A.G. refuse l'augmentation forfaitaire de 85 mk pour les employés des mines. Jusqu'au syndicat des policiers qui écrit au chancelier Kiesinger pour réclamer 10 % d'augmentation au 1-9, en attendant l'augmentation générale des traitements des services publics.

A ces revendications présentées par les syndicats des services publics, le ministre de l'Intérieur Benda et les représentants des employés des services publics opposent une fin de non-recevoir, alléguant que la proximité des élections législatives, qui se dérouleront le 28, interdit au gouvernement actuel de prendre des décisions qui lieraient son successeur ; en réponse à cette déclaration, les 1.200 éboueurs de Berlin-Ouest se mettent en grève sans mot d'ordre syndical, et les syndicats évoquent les grèves « spontanées » qui pourraient bien se produire si leurs conseils n'étaient pas suivis.

Dans les chantiers navals de KIEL, après 2 semaines de grève, il y a un défilé de milliers de grévistes avec femmes et enfants dans le centre de la ville et des manifestations de solidarité ouvriers-étudiants. Le syndicat I.G. Metall formule des propositions (augmentation de 8 pf-heure au 1-9, de 4 pf au 1-1-70, et paiement partiel des jours de grève) - ce qui mettrait les salaires à 1 pf en dessous de ceux de Hambourg, et appelle les 7.000 ouvriers du chantier à la reprise : « Après que leurs hommes de confiance ont approuvé un accord sur les augmentations de salaires, les ouvriers ne doivent pas se laisser égarer par la direction illégale de la grève ou par d'autres conseillers » (le directeur régional du syndicat). C'est sur ces propositions que le travail reprendra le 22-9, avec 4 jours de grève payés normalement.

Dans la dernière semaine de Septembre, le caractère des luttes semble changer, et l'on voit les problèmes politiques et électoraux se mêler de plus en plus étroitement aux problèmes sociaux, et dans la presse, en tout cas, l'emporter sur ceux-ci. Le gouvernement encore en place repousse au 1er octobre l'ouverture de véritables négociations avec les syndicats de fonctionnaires et d'employés, mais des réunions préparatoires ont lieu,

notamment dans les Postes et les Chemins de Fer où les syndicats paraissent subir une forte pression de la base ; des menaces de grèves persistent d'ailleurs, et on signale encore des arrêts de travail comme à BIELEFELD (grève d'avertissement des éboueurs) ou à WILHELM-SHAVEN (hôtels, cafés, restaurants). Dans les discussions, à côté des questions de salaires, s'introduisent, de plus en plus, sous l'action des syndicats qui y sont directement intéressés, les questions relatives à la modification éventuelle des structures d'entreprise, à l'introduction ou à l'extension de la « cogestion ». Par ex. dans les services publics de KIEL (transports) un accord conclu sous les auspices du syndicat O.T.V. et du S.P.D. prévoit la mise en place en janvier 1970 de la cogestion, avec, comme nouveauté, une commission de règlement paritaire composée de membres de la direction et du comité d'entreprise (cette extension de la participation sera plus ou moins repoussée à l'arrière plan quand il s'agira, après les élections, de former la nouvelle coalition socialiste-libérale).

Si l'on fait provisoirement le point à la fin du mois, on voit que presque tous les secteurs de la vie économique ont été touchés par le mouvement revendicatif. Des améliorations substantielles ont été obtenues (mais généralement inférieures à ce que réclamaient les travailleurs) dans les mines, les brasseries, la sidérurgie, les constructions métalliques, la chimie-papier-céramique, et pour certains personnels des chemins de fer. L'ouverture de négociations sur les augmentations et les améliorations est prévue pour le début octobre dans de nombreux autres secteurs (banques, chemins de fer, cuirs, services publics, etc...). Les machines à calculer les profits sont déjà au travail pour déterminer comment tout cela pourra être répercuté sur les prix.

Il ne semble pas possible, à partir de ces seules données, d'émettre un avis motivé sur la signification véritable de cette vague de grèves. Il faudrait pour cela, sinon être sur place et avoir pu observer, du moins avoir pu recueillir des observations notamment sur la façon dont les grèves se sont déclenchées, organisées, poursuivies et ont finalement cessé. Y a-t-il eu, à leur départ, au moins une part d'influence émanant de groupes ayant des positions politiques précises, comme en Italie ? Les journaux n'ont fait que de faibles tentatives pour donner quelque crédit à cette hypothèse, éliminée par les leaders syndicalistes eux-mêmes ; ils ont plutôt, sans doute pour rassurer leurs lecteurs, monté en épingle les incidents ayant, aurait-il, opposé des ouvriers et des jeunes gens, sans doute étudiants. Mais ailleurs, des manifestations de solidarité ouvriers-étudiants ont été signalées. Il faudra, sur ce point et sur d'autres, attendre d'en savoir davantage. Comment, par ex. des grèves sauvages, quelquefois assez longues, 2 semaines ou plus, ont-elles été menées, et comment s'est faite la définition de leurs objectifs ? Qui formait les comités de grèves, et quel type de rapports y avait-il entre les porte-paroles (les directions illégales, comme disaient les syndicats) et les grévistes ? Dans quelques reportages, on a pu voir des représentants désignés directement par les grévistes et parmi eux s'imposer comme seuls interlocuteurs, à la place des responsables syndicaux, face aux directions et comités d'entreprise (6). Mais il semble, la plupart du temps qu'une fois la grève sauvage engagée, ce sont les syndicats qui mènent la négociation, sous l'œil critique des ouvriers, élaborent un compro-

(6) Dans de nombreux cas, qui ont déjà été rapportés, les ouvriers qui parlent de la grève qu'ils ont faite, insistent sur son caractère autonome et spontané, sur le rôle et l'esprit de dynamisme des travailleurs étrangers, sur celui des femmes (Mine « Minister-Stein », dans la Ruhr).

mis et finissent par l'imposer aux employeurs et aux grévistes. De sorte qu'on ne peut mesurer jusqu'à quel point s'est développé ce caractère de contestation anti-syndicale et d'autonomie des luttes que le mouvement a présenté d'emblée ; il n'était pas dans l'intérêt des patrons, du gouvernement, ni des syndicats, qu'il y ait trop d'informations diffusées sur ce point, et il est déjà remarquable que le Spiegel, hebdomadaire du célèbre Axel Springer, ait publié un reportage comme celui qui se trouve dans le numéro du 15 septembre. On peut donc penser que dans des cas bien plus nombreux que ceux qui furent rapportés, les syndicats ont eu quelques difficultés à faire accepter les compromis et à faire reprendre le travail. La puissance du mouvement était telle que ces compromis représentaient cependant des améliorations non négligeables ; il ne sera pas besoin d'attendre longtemps pour voir les syndicats s'en attribuer tout le mérite.

Il n'en reste pas moins qu'ils ont été déconsidérés, ou mieux, dévoilés comme des éléments essentiels du système d'exploitation (et pratiquant directement celle-ci, en un sens, dans la mesure où ils possèdent capitaux et entreprises). Ceci explique qu'ils se soient efforcés, fin septembre, de regagner du terrain en mettant l'accent sur les modifications du régime des conventions collectives (demandant par ex. que soient conclus des accords sans durée de validité définie, ce à quoi le patronat se refuse énergiquement) et sur l'extension de la cogestion aux secteurs où elle n'existe pas encore ; feignant de croire que la crise a ses causes dans leur éloignement par rapport aux centres de décisions dans les entreprises, et non pas dans le système tout entier, dans les fonctions qu'ils y remplissent et les contradictions qui en découlent (car d'après Vetter, président de la fédération syndicale allemande, « on ne peut valablement reprocher au syndicat de siéger des deux côtés du tapis vert à la fois, du côté des travailleurs et du côté de la direction ; la cogestion permet en effet aux ouvriers de participer aux décisions concernant l'entreprise, tandis que la politique salariale dépasse l'entreprise et concerne le secteur économique tout entier. Le but des discussions tarifaires menées par les syndicats, c'est que tous, patrons et employés, discutent raisonnablement, en tenant compte des capacités de l'entreprise, et on ne voit pas pourquoi ce qui est raisonnable d'un côté serait en contradiction avec ce qui est raisonnable de l'autre côté ». En effet, à moins d'adopter une perspective révolutionnaire, dans l'analyse des contradictions qui apparaissent malgré tout...). Si les syndicats obtiennent quelque chose sur ce point, au moins cela compensera-t-il à leurs yeux ce qu'ils ont perdu dans l'opinion des travailleurs. Cependant, même sur le problème de la cogestion, leur attitude, on peut le prévoir, restera « modérée ».

Il n'est pas question de nier que les raisons immédiates du mouvement se trouvent dans le décalage entre l'essor économique allemand et l'amélioration beaucoup moindre, assortie de conditions de travail aggravées, de la situation des travailleurs. Il n'en résulte pas que les événements doivent être réduits à cette simple formule (ce qui serait rassurant pour certains, à condition que soit exclu le retour de tels décalages) - car les caractères communs aux luttes déclenchées en France, Italie, Allemagne, trop frappants pour être ramenés à une simple coïncidence, seraient alors inexplicables. Ce qui en tous cas est établi, c'est qu'il faut renoncer à quelques idées traditionnelles, comme celle de l'impossibilité d'un mouvement social de quel que étendue dans un pays en période de prospérité économique, ou celle de l'intégration particulièrement « réussie » des travailleurs allemands au système, grâce au sérieux et à la puissance des syndicats et au contexte politique paralysant, de leur incapacité à formuler d'autres revendications que celles

des hausses de salaires et à s'élever jusqu'à la mise en question de la hiérarchie des salaires et des conditions de travail.

Le plus difficile est de prévoir les traces que ce mouvement va laisser dans la conscience de la classe ouvrière allemande, et dans quels détails et sous quelle forme son influence se fera sentir. Toute analogie poussée avec les mouvements français ou italiens induirait sans doute en erreur : les conditions économiques dans lesquelles

le mouvement s'est produit en assurant à elles seules l'originalité ; mais si la prospérité économique actuelle de l'Allemagne venait à faiblir, si la récession annoncée déjà se confirmait, et compte tenu de la venue au pouvoir d'un gouvernement « socialiste », il ne serait pas exclu que s'installe en Allemagne une situation du type anglais.

11-10-69.

AUX CAMARADES D'I.C.O.

Des camarades et des groupes

Correspondance

Critiques

Liste des groupes

Finances

Faute de place dans ce numéro, nous reportons au prochain ce qui concerne ces rubriques. La mise en route d'I.C.O. n'est pas chose simple. Il y a des retards dans les envois, les réponses aux lettres, des erreurs. Ce n'est que peu à peu, par l'imagination et les critiques, par le travail de chacun que ce qui doit être l'œuvre commune vivra. C'est-à-dire se transformera à mesure de l'évolution de la société et des luttes. Le contraire serait la mort, même si quelques uns réussissaient à « faire vivre » I.C.O.

EDITORIAUX

Aucun n'est parvenu pour ce numéro. Pourtant c'est par eux que les camarades doivent s'exprimer et discuter à travers I.C.O. (trois pages dactylographiées maximum - publication par ordre d'arrivée à I.C.O.)

TEXTES DE DISCUSSION

Nous avons envisagé, lors de la dernière réunion des camarades de Paris :

- de ronéoter les textes reçus et de les envoyer à tous les abonnés d'I.C.O.
- à partir de 1970, de publier séparément tous les textes généraux lorsque leur nombre atteindrait la dimension d'un brochure (ronéoté ou imprimée). Ces propositions seront développées dans le supplément ronéoté annoncé ci-dessus pour que les camarades donent leur avis.

LIAISONS INTERNATIONALES

Un texte à ce sujet figurera dans le prochain bulletin.

Une même lutte : deux formes de grèves

FRANCE, Renault, Cléon (près de Rouen)

Le vendredi 10 octobre, la C.G.T. et la C.F.D.T. lancent un ordre de grève pour le lundi suivant dans le département 41 (usinage des moteurs) à Cléon. Les raisons d'une grève ne manquent pas et le cahier des revendications est épais : modification de la grille des salaires, mensualisation, réduction de la durée du travail, augmentation de la prime de transport. Mais, pour faire aboutir ces revendications, la C.G.T. propose aux travailleurs du département 41 une grève de trois heures, limitée à l'équipe de l'après-midi. La C.F.D.T., bien que partisane d'un mouvement plus long et plus large sur toute l'usine, accepte de cautionner le projet.

Le jour de la grève, trois cent cinquante ouvriers arrêtent le travail. Au cours d'un meeting, ils décident la grève illimitée et demandent un élargissement à toute l'usine. L'accueil des autres ateliers est bon et le flot des grévistes grossit. La direction prend peur.

La C.G.T. aussi prend peur, et les responsables C.F.D.T. et C.G.T. renvoient les travailleurs chez eux. Le lendemain matin ils donnent leurs consignes dans un tract commun, mais, par une « habile » falsification, on ne peut dire si le mot de grève « illimitée » y figure ou non. Mieux : le moindre piquet de grève, à peine constitué, est aussitôt dispersé. Malgré cela, les grévistes défilent

GRANDE-BRETAGNE, Vauxhall Motor et Standard Triumph, Merseyside (région de Liverpool)

...Le plus violent meeting de masse d'ouvriers que j'ai vu en 20 ans de reportage dans les usines ; s'est terminé dans un chaos complet.

Les dirigeants syndicaux furent conspués, hués ; les obscénités pleuvaient quand ils durent abandonner l'estrade sous une volée de pierres et de mottes de gazon et de terre. Un des dirigeants était tout ensanglanté d'une blessure à la tête.

Tôt le matin, sur un terrain de sport, 4.000 membres de l'A.E.F. (un des syndicats de l'automobile) de Vauxhall Motors de Ellesmere Port assistaient au meeting. Mais c'est environ 300 d'entre eux qui devaient causer tous les troubles.

Les dirigeants venaient demander aux ouvriers d'adopter un accord de salaire et de productivité qui venait de faire l'objet de négociations difficiles qui avaient duré près de sept jours... Arthur Presscot, président du comité de district (syndicaliste) déclara que le vote à mains levées montrait clairement que la majorité était pour l'acceptation. Il y eut alors un rugissement dans le groupe de militants devant l'estrade. Certains l'escaladèrent. Le micro fut arraché des mains de Presscot et un ouvrier

dans l'usine et font boule de neige. Leur objectif est l'arrêt des chaînes de montage, qui ne tournent d'ailleurs plus qu'à moitié. En revanche, deux secteurs refusent de se joindre à ce mouvement parti de la base : la fonderie et l'entretien, fiefs de la C.G.T.

Bref, la C.G.T., durant toute la matinée, cherche plus à contenir qu'à organiser l'action, et ce sans grand succès puisqu'on pouvait dénombrer entre mille cinq cent et deux mille grévistes. Une nouvelle fois, au début de l'après-midi, la C.G.T. essaie de minimiser le mouvement par un tract. Elle appelle « l'ensemble des travailleurs de l'usine à se réunir dans leurs ateliers respectifs et à déterminer avec leurs responsables syndicaux la forme et la durée de l'action... ».

Dans la soirée, malgré un nouveau renforcement des débrayages, le climat n'est plus le même. Les grévistes savent désormais que leurs organisations syndicales ne prendront pas leurs responsabilités. Si la C.G.T. conduit les affaires, la C.F.D.T. brille par son silence remarquable.

(Le Monde, 24 octobre 1969, lettre d'un militant C.F.D.T. de Cléon)

En Grande-Bretagne, il n'y a pas eu mai 68. Il n'y a pas non plus de grandes organisations d'avant garde. Au contraire, elles périssent autant et plus qu'ailleurs, malgré toutes les tentatives d'avoir prise sur un mouvement ouvrier qui s'exprime dans des grèves sauvages quasi quotidiennes. L'épisode décrit ci-dessus n'est pas exceptionnel. Il permet de mesurer toute la différence avec ce qui se passe dans une usine automobile française à propos de faits semblables. Les ouvriers de Vauxall ou ceux de Standard Triumph ne sont pas plus « conscients » que ceux de Renault-Cléon ou le Mans. Simplement, leur lutte s'insère dans un capitalisme dont le niveau d'évolution, dont les structures, les moyens de domination sont différents. Ce qui s'esquisse ici s'est déjà développé en Grande-Bretagne. Ce qu'on peut deviner ici est là-bas nettement affirmé. Si nous devons tirer une leçon de luttes c'est, par notre réflexion, de tenter de comprendre pourquoi cette différence existe. Cela seul peut nous faire saisir le sens général des luttes, le rôle réel des syndicats et des partis. Pour les camarades d'entreprise qui tentent par une action de provoquer, soit le déclanchement de luttes, soit le dépassement des syndicats, cette réflexion montrera les limites de cette action et pourra faire comprendre leurs échecs.

(Dans un prochain article, nous essaierons de dégager les traits des grèves sauvages qui se déroulent actuellement en France)

FRANCE DES TRAVAILLEURS

R.A.T.P. (d'un camarade conducteur au métro)

D'après les accords qui ont mis fin à la grève, mais qu'aucun syndicat n'ose signer officiellement, nous devons avoir les 2 jours de repos consécutifs tous les 6 jours (les 2 x 6 au 1er janvier 1972). Actuellement, sur 49 jours (7 semaines, on a 3 semaines avec 2 jours et 3 semaines avec 1 jour ; on devrait gagner 1 jour en 70, 1 en 71 et 1 en 72. Du côté des syndicats, peu de réactions, sauf les manigances autour de la signature, la C.G.T. y mettant plus de démagogie, proposant « l'action » sans rien de plus. C'est que l'accord comporte l'engagement de ne pas faire grève jusqu'en 73. Un journaliste du Monde a cru bon d'ironiser en déclarant qu'il ferait bien 5 minutes de plus chaque jour pour avoir deux jours de repos consécutifs tous les 6 jours en 72. En réalité, par ce biais, les temps morts (temps de présence, mais insuffisant pour faire un « tour ») seront travaillés, car en y ajoutant, ou bloquant les 5 minutes on trouve le temps de faire un tour de plus ; cela devrait être appliqué au 1er janvier 70. Pour l'instant, c'est le statu quo.

La grève de septembre, sur la ligne Mairie d'Issy-La-Chapelle, est partie toute seule un vendredi ; même des gars de la C.G.T., mais n'appartenant pas à l'appareil, y

attaqua les bonzes syndicaux à coup de support de miro. Une averse de mottes et de pierres s'abattit sur l'es-trade. Comme le meeting se terminait ainsi, les dirigeants furent malmenés par une foule en colère criant « traitres », « vendus ». M. Macdonald, un des dirigeants tenant un mouchoir ensanglanté à sa tête déclara : « J'ai été dirigeant syndical pendant 23 ans et je n'ai jamais eu à affronter un meeting comme celui-ci... »

Plus tard, un autre meeting, les 3.000 métallos, membres du second grand syndicat N.U.V.B. rejetèrent le nouvel accord...

A Liverpool, hier, les 1.150 métallos qui en sont à leur neuvième semaine de grève sauvage à la Standard Triumph International, votèrent en bloc pour continuer la grève... Le président du comité de grève déclara que la direction se montrait intraitable, mais que le comité de grève était décidé à se montrer tout autant intraitable...

(The Times Business News - 24 octobre 1969)

participaient. Des chefs sont venus pour essayer d'arranger les choses avec les syndicats. Le mardi matin suivant, il n'y avait pas d'ordre des syndicats, la grève a continué et alors la C.G.T. a couvert. Normalement, la C.G.T. avait prévu une « action » lors des discussions avec la direction R.A.T.P. et distribué des tracts en ce sens, mais elle n'envisageait pas que ça parte avant le mardi. Rapidement, elle a repris tout en mains et a laissé tout sans aucune coordination. Elle n'a pas donné d'ordre de grève, mais par contre, elle a donné l'ordre de reprise. Dans le terminus de la ligne, la majorité était contre la reprise. Mais immédiatement après le vote, le délégué C.G.T. a déclaré : « de toute façon, je reprends le travail ce soir ». Partout sur les lignes, les délégués C.G.T. avaient repris le travail avant les autres.

Des camarades font préciser :

- les horaires de travail : ou bien en 1 fois 6 h. 30 sans coupure, ou bien 8 h. 15 avec une coupure, l'amplitude ne devant pas dépasser 11 h. 30 ; il n'y a pas d'heures supplémentaires, si on fait plus, on le rend en temps. Les temps morts sont compris dans le service, pas les coupures.
- dans la grève de septembre, les agents des stations n'étaient pas concernés.

--- à Nation 2 et 6, qui en mai 68 avaient été à l'origine du mouvement, rien de particulier ne s'est produit cette fois ci.

d'un tract distribué à la R.A.T.P.

Oublions maintenant tous ces personnages d'opérette et soyons sérieux : il faut que cela cesse, bientôt il faudra se battre, non plus pour mieux vivre mais pour survivre, alors voici ce que le PREMIER CONSEIL OUVRIER DE LA R.A.T.P. vous propose :

La première chose à faire, c'est d'éviter de se faire rouler par les marchands de cartes syndicales, pour cela c'est simple, à l'avenir faisons comme s'ils n'existaient pas, cela nous évitera de perdre notre temps et notre argent.

La deuxième chose, et la plus importante, c'est d'organiser au moment où le conflit va éclater une ASSEMBLEE GENERALE de TOUS LES TRAVAILLEURS, c'est-à-dire METRO-BUS-ATELIERS. Ne vous inquiétez surtout pas pour la salle, il y a ce qu'il faut à la R.A.T.P.

C'est dans cette assemblée générale que toutes les décisions seront prises : nous élirons les meilleurs pour être nos représentants auprès des instances supérieures. C'est aussi dans cette assemblée générale que sera constitué le COMITE CENTRAL DE GREVE chargé d'organiser et de coordonner la lutte.

La défaite des Travailleurs de la R.A.T.P. de septembre 69 doit marquer la fin de la comédie syndicale. Nous en avons tous assez de perdre nos journées pour RIEN.

ABANDONNEZ les syndicats qui ne représentent que 20 % des travailleurs.

PARTICIPEZ aux CONSEILS OUVRIERS, il n'y a ni adhésion, ni carte, ni timbre.

Vous y serez en liberté absolue.

Nous ne sommes ni des Anarchistes, ni des Trotskistes, ni des Staliniens, ni même des Maoïstes.

MAIS NOUS SOMMES LES PLUS FORTS,

Parce que les plus NOMBREUX et les plus Résolus.
NOUS SOMMES CEUX QUI EN ONT PLEIN LE DOS
(et on est poli).

Ce tract est rédigé et diffusé par le « PREMIER CONSEIL OUVRIER » de la R.A.T.P.

d'un tract diffusé auprès des apprentis conducteurs en stage pour la conduite des trains du R.E.R. (Réseau Express Régional) Métro an 2000

Il paraît que le R.E.R. sera le métro de l'an 2000. Mais nous sommes les travailleurs de 1969 et c'est aujourd'hui (et pas dans trente ans) que nous avons décidé d'exiger de la direction qu'elle supprime entre nous la hiérarchie artificielle et les conditions de travail de 1900. Nous voulons porter à la connaissance de tous nos camarades de la R.A.T.P. (et d'ailleurs) le texte de la lettre que nous avons adressée : aux organisations syndicales, au secrétaire du CP 1 et au secrétaire du Comité d'entreprise.

Les agents du R.E.R. tiennent à aviser les organisations syndicales de leurs revendications et leur demandent de les présenter à la direction.

MISE EN PLACE des agents. Les agents ayant reçu la même formation et étant appelés à se remplacer mutuellement, exigent la qualification unique d'échelle 6, compte tenu des responsabilités.

AGENTS DE RESERVE. Mise en place d'une réserve « jour-nuit » et d'une réserve « mixte ». Attribution aux agents de réserve d'un forfait de déplacement de 1.500 minutes sur fiche.

Mise au point avant l'ouverture d'un protocole établissant les conditions d'utilisation du personnel (2 jours de repos par semaine).

CONGES ANNUELS étalés sur quatre mois.

SUPPRESSION des intérimaires et des services en plusieurs vacations.

POSSIBILITE pour les agents de redemander un poste par la voie normale des mutations dans leur ancienne qualification (Routier, Sceaux, Urbain).

Les travailleurs savent très bien qu'il ne suffit pas de faire transmettre leurs revendications par des organisations syndicales, mais que c'est le début d'une lutte qu'ils mèneront jusqu'au bout.

Camarades, la base est unie et le restera dans le combat, fermement décidée à défendre ses conditions de travail et son salaire.

REFUSONS D'ETRE ROULES.

Dans un terminus

Lors de la grève de septembre, un jeune se pointe dans la cabine du premier train, des cales à la main. Il menace de casser la figure à celui qui fera démarrer la rame et déclare qu'il n'en sortira que par la force. Bagarre - notamment avec un délégué C.G.T. récemment passé cadre - La police est appelée. Le cadre (délégué C.G.T.) a fait son rapport : 5 jours de mise à pied. Deux leçons : Quel est le sens de l'activisme à une telle échelle individuelle et quelle est sa signification dans la lutte de classes. Quel est le rôle - conscient ou pas - des responsables C.G.T.

UN QUESTIONNAIRE D'EMBAUCHE

L'A.S.F.E.N.A. (société d'électronique) fait remplir, en vue de l'embauche, un questionnaire très détaillé sur 4 pages dans lequel il est demandé notamment tous les renseignements sur... le conjoint, ainsi que les nom et adresse de son employeur ; tous les renseignements sur la situation militaire et notamment « dans quelle arme avez-vous servi, grade dans la réserve, avez-vous des décorations, lesquelles ; des précisions plus que détaillées sur les études suivies avec les établissements fréquentés, la date et le rang de sortie ; les séjours que l'on a pu faire hors de la métropole, et dans quels pays ; si l'on pratique des sports ; les noms et adresses des trois derniers employeurs avec le détail des activités et les motifs de départ ; les « références morales : noms, adresses et qualités de deux personnes, non parentes, pouvant donner des renseignements à votre sujet ».

Pour mettre le postulant (qui doit devenir ouvrier dans l'usine) dans l'ambiance, il est mentionné que toutes « vos indications doivent strictement refléter la vérité. Elles sont confidentielles. Nous ne prenons de renseignements auprès de l'employeur actuel que pendant la période d'essai » (sic).

Ce questionnaire d'embauche est en outre accompagné d'une lettre signée du chef du personnel et intitulée « Avertissement ». Le texte vaut la peine d'être cité :

« Ce questionnaire vous paraîtra peut être trop complet et indiscret, surtout si vous n'êtes pas cadre.

« Répondez, s'il vous plaît, à toutes les questions dans la mesure où elles sont adaptées à votre cas particulier.

« Notre but, en dehors des renseignements administratifs nécessaires à l'établissement de votre dossier, est de limiter, par un travail personnel qui nous permet déjà de juger du sérieux de votre candidature, de raccourcir et de faciliter les entretiens nécessaires auxquels vous serez soumis.

« Tout embauchage est important, il est donc de votre intérêt, comme du notre, que vos connaissances actuelles, votre personnalité, ainsi que vos possibilités, soient aussi adaptées que possible aux exigences du poste (éventuellement des postes) à pourvoir dans notre société.

« Si nous ne donnions pas suite à votre candidature, ce questionnaire pourrait être détruit sur votre demande. De toutes façons, en cette occurrence, les photos d'identité vous seront rendues.

Le chef du personnel ».

un camarade d'Argenteuil

nous adresse la lettre suivante « qui n'était qu'une lettre adressée à la Renaissance du Val d'Oise, hebdomadaire de la société communiste locale »

« La bureaucratie n'est que le formalisme d'un contenu situé hors d'elle. La corporation est la bureaucratie de la société civile ; la bureaucratisation est la corporatisme-étatique... la bureaucratie se voit contrainte à protéger la généralité imaginaire de l'intérêt particulier pour protéger la particularité imaginaire de l'intérêt général : son propre esprit... Le formalisme politique se constituant en puissance effective, il devient son propre contenu. Il est évident que la bureaucratie devient elle-même un tissu d'illusions pratiques : l'illusion politique... La bureaucratie c'est la république prêtre !... Le principe de son savoir est l'autorité et sa mentalité le culte de cette autorité... quant au bureaucrate pris individuellement, l'Etat devient pour lui sont terrain privé de chasse aux postes les plus élevés. C'est le carriérisme ».

MARX - CRITIQUE DE LA VIE POLITIQUE DE HEGEL
1842.

« Des bagarres du marché, nous n'en avons été ni témoins, ni acteurs. Nous ne tenons nullement à nous en excuser. Ce que, par contre, nous avons vu, aux alentours de midi, place du 11 novembre, le 14-9-69, c'est le « défilé des travailleurs français et étrangers » (formation typiquement démocratique) dont l'avant-garde botta le cul à une jeune fille marchant seule sur le trottoir (cf. flics s'acharnant sur passant isolé, pendant des « événements » en France ou ailleurs).

« Puisque ces gens étaient des travailleurs, qui, ce jour, était leur patron ? La France ou l'Algérie ? Les petits commerçants ou les petits bureaucrates ?

« Vous ne dites pas bien sûr que ce furent des militants du P.C.F. (Echo d'Argenteuil du 19-9-69 dixit). De toutes façons, vous approuviez nettement l'action de ces manifestants. Alors bravo, car ces gens ont montré à la population de cette place, passive devant ces voies de fait, qu'ils étaient toujours prêts, comme diraient les scouts.

« Prêts à faire n'importe quoi, y compris ce qu'ils ont fait, c'est-à-dire un travail de flics. Vivent les travailleurs ! Car après tout, si les flics officiels ne sont pas intervenus, c'est que la nécessité ne s'en imposait pas (cf. La Renaissance du Val d'Oise du 20-9-69) ; une riposte nécessaire n'était pas en jeu, leur patron, c'est-à-dire l'ordre public : maoïstes et communistes (entre autres) dans leur luttes mercantiles ne cherchent qu'une chose, la « direction des luttes » (préoccupation que les prolétaires des 50 dernières années ont rejetées aux poubelles de l'histoire), pour la lutte finale voir refrain bien connu.

« Maoïstes et communistes, nous ne choisissons pas. Les premiers spoliés du pouvoir réel des seconds sont, par là même, quantitativement révolutionnaires au sens du P.C.F. Les seconds s'émeuvent devant une hémorragie de capital humain provoquée, leur semble-t-il, totalement par les premiers qui, en tant que maoïstes braconnent sur leur terrain d'élection (s).

« Ces quelques remarques vous font sans doute sourire, pourquoi pas jaune... (voir réajustement Moscou-Pékin).

« A toutes fins utiles, vous pouvez ajouter à votre liste flicarde le numéro 927 OV 39 de notre véhicule et vous adresser pour tous renseignements aux bureaux des renseignements généraux et de votre section locale à Besançon 25.

« Vous trouverez cette lettre ordurière. Programmez au minimum un bottage de deux culs ».

(NOTE d'I.C.O. : les faits relatés dans cette lettre ont été commentés abondamment par la grande presse et par celle des groupuscules : ils concernent l'expulsion des « habitants » du bidonville d'Argenteuil par une société immobilière filiale de la commune d'Argenteuil, gérée depuis des années par le Parti Communiste. La tentative de lutter contre cette expulsion, principalement de la part des groupes pro-chinois, a déclenché la répression habituelle de la part du P.C. Comme toutes les autres municipalités, les municipalités « communistes » sont des gérantes loyales de l'entreprise importante que constitue toute commune dont la population dépasse largement plusieurs dizaines de milliers d'habitants : on y retrouve les mêmes rapports de domination économique, les mêmes corruptions ; sous cet angle, on peut considérer que pour un politicien, qu'il soit ou non du parti, la gestion communale est l'apprentissage de « la vie politique ».)

S.N.C.F. :

Voici les questions posées par lettre à un cheminot du dépôt d'Avignon au sujet de la grève de septembre et les réponses qui ont été faites.

1.) Comment la grève a démarré :
sur l'initiative des cheminots eux-mêmes ou à l'invite des sections syndicales ?

La grève a débuté comme au mois de mai 68 par la base, c'est-à-dire sans y être invités par la tête des syndicats (ce qui les dépasse chaque fois et ils perdent les pédales). Voici une anecdote pour la grève du contrôle des routes pour les faits du mois d'août qui a eu lieu du 31 juillet au 4 août : lorsque les grévistes ont téléphoné à Paris à la section nationale syndicale, voici ce qui leur fut répondu : « vous n'avez pas donné de préavis de grève, prenez vos responsabilités ». Ce qui fait qu'en plus de la retenue des journées de grève, tous les contrôleurs de route ayant fait grève, on eut un blâme avec inscription au dossier, plus une retenue de 10 F sur les primes de fin d'année.

2.) Y a-t-il eu au départ de la grève, un vote sur la forme d'action, sur les revendications ? Est-ce qu'au dépôt d'Avignon il y a une situation particulière qui peut expliquer que la grève a débuté dans ce dépôt ?

Il y eut une information dans le dépôt par les délégués du dépôt, et comme ils sont très chauds à Avignon, c'est parti d'ici, puis Nîmes, Nice, Marseille Blancarde, etc...

3.) Un comité de grève a-t-il été constitué ? Si oui, comment ?

Au moment où nous décidons une grève à la S.N.C.F., il y a toujours un comité de grève qui est formé par les délégués et des camarades syndiqués pour présenter au patron leurs revendications, et une réunion tous les jours à 10 heures pour information sur la situation.

4.) Que s'est-il passé lors de l'occupation du dépôt ? A l'initiative de qui ? Quelle a été l'atti-

tude des délégués syndicaux ? Quels ont été les rapports avec la police ?

C'est au cours d'une réunion que le comité a demandé aux syndiqués s'ils étaient d'accord pour occuper les lieux et cela fut approuvé à l'unanimité. Puis dans l'après midi le Préfet de police est venu les avertir de quitter les lieux ; mais depuis 12 h. les cars de C.R.S. étaient stationnés aux abords du dépôt. Les cheminots ont préféré se retirer bien sagement au lieu de se battre, bien que ce n'était pas leur idée, mais lorsque cela arrive on sait quand ça commence, mais jamais la fin ni la casse que cela aurait pu causer ; et puis il faut faire attention à l'opinion publique...

5.) Que s'est-il passé lors de la fin de la grève dans la journée où les roulants ont voté à 200 contre 1, la poursuite de la grève pour finir en fin de journée par voter la reprise ?

C'est toujours pareil la fin de la grève. Les grands patrons syndicaux ont demandé la reprise avant la fin des négociations avec la S.N.C.F., mais personne ne voulait reprendre sans des conditions de travail améliorées dans les mois à venir. Puis les patrons syndicaux de Paris ont demandé la reprise. Pour ce qui est du résultat obtenu, c'est un peu difficile à expliquer car cela n'a rien à voir avec le travail privé en usine. Mais les délégués régionaux n'étaient pas du tout contents. Le délégué de Marseille a démissionné de la commission syndicale technique qui se tient tous les mois à Paris.

P.T.T. (poste centrale de Paris - rue du Louvre)

C'est un fief C.G.T., et un comité d'action P.T.T. lié aux Cahiers de Mai s'en est aperçu lorsque trois jeunes militants vinrent distribuer un tract parlant des « dépasser les limites syndicales » et de « donner à nos luttes un aspect révolutionnaire » (nous reviendrons d'ailleurs sur le contenu de ce tract).

Les bonzes syndicaux, justement dénoncés dans ce tract, sont intervenus rapidement ; les jeunes ont été chassés et les tracts sont allés dans le ruisseau. Il n'y eut aucune réaction de la part des travailleurs des P.T.T. présents. Le lendemain, des affiches furent apposées dénonçant ces pratiques de la démocratie syndicale ; elles furent rapidement arrachées sauf une, collée à la porte d'une petite imprimerie ; ce qui donna lieu à un accrochage entre bonzes syndicaux C.G.T.-P.T.T. et ouvriers du livre... syndiqués C.G.T.-Labeur, lesquels déclarèrent prendre cette affiche sous leur protection.

C.E.A. (énergie atomique - Saclay)

A une assemblée générale, il est question de la nouvelle convention de travail dont la négociation est en cours. L'administration veut y insérer un article avec renvoi, en cas de grève sans préavis, de manifestation troublant l'ordre à l'intérieur du centre (allusion aux faits relatés dans I.C.O.). F.O. (qui comprend des gauchistes) veut rompre les négociations et faire de la suppression de cet article un préalable pour la poursuite des négociations. La C.F.D.T. elle, parle de licenciements dans « les meilleures conditions possibles » ; la C.G.T. déclare que la convention est un tout et qu'on ne pourra la juger que sur un tout ; dans ces conditions, elle veut aller jusqu'au bout des discussions, mais elle ne signera pas si l'article en question y figure. Le délégué F.O. fait alors ressortir que ceci est dangereux car une fois les discussions terminées, il suffira qu'un seul syndicat (et il y a des syndicats jaunes à Saclay) signe la convention pour qu'elle devienne immédiatement applicable à tous.

Il y a un vote pour la grève (manifestation des chercheurs à Paris), mais certains réclament un vote sur le problème de savoir si les syndicats vont ou non poursuivre la négociation sur la convention du travail si la direction veut maintenir l'article visé. Le délégué C.G.T. essaie bien de noyer le poisson, mais devant les questions précises, il déclare que l'assistance n'est pas assez nombreuse pour voter et il lève la séance. Un des présents essaie de prendre la parole, mais aussitôt on coupe la sono.

Des compressions de personnel sont annoncées chez les femmes de ménage ; 100 d'entre elles, sur 300, ont reçu leur lettre de licenciement pour dans un mois. On ne sait pas ce qui va se passer.

Deux infirmières du service de nuit, récemment embauchées, ont été mises à la porte au bout d'un mois. Sur les douze autres infirmières, 10 sont en grève par solidarité depuis 6 jours. La C.G.T. sabote ce mouvement, bien qu'il s'agisse manifestement d'une provocation de la direction, d'un test de la combattivité des agents du C.E.A. Le laisser-passer des grévistes leur a été enlevé. Une assemblée générale a été convoquée pour le lundi matin devant les portes pour accompagner les intéressés à l'intérieur du centre en ouvrant les portes.

RENAULT : une demi-journée de grève à Billancourt

Ce qui se passe dans l'usine :

Depuis septembre, et en prévision des élections des délégués, la C.G.T. était partout : leur tactique présente de récupération consiste d'abord dans un débordement d'activité de tout l'appareil depuis la lutte contre les gauchistes jusqu'à la reprise des revendications de chiotes ; cette tactique atteint un double but : à la base la récupération des travailleurs qui veulent lutter et un encadrement encore plus grand tant par l'aspect répressif direct que sur la croyance du rôle de la C.G.T. dans la défense des travailleurs.

Comme l'usine est toujours en pleine transformation (mutations nombreuses, modification des cadences, etc) il ya toujours des luttes d'ateliers, de secteurs, et il est facile de leur donner une publicité qui continue de faire illusion auprès d'une partie des travailleurs, d'autant plus que l'embauche reste importante. Exemple :

Bilan d'activité au 14 (tract C.G.T. du 2-10-69) :

« ...Au département 14, les délégués C.G.T. du personnel ont déposé 400 revendications, en plus de très nombreuses interventions verbales... Nos camarades Hygiène et Sécurité (sic) ont déposé 202 revendications (resic) dans le courant de l'année. »

L'application de la nouvelle grille des salaires (voir I. C.O. n° 85 - sept. 69) est une trouvaille de génie, si bien qu'on peut se demander si, mis à part des impératifs techniques (transformation des techniques de production) le moment choisi et la forme qu'on lui donne ne permet pas aux compères patronaux et syndicaux d'avoir sous la main un os à faire ronger aux ouvriers pendant un bon bout de temps. Les taux ont bien été réduits de 60 à 14, mais c'est surtout avantageux pour les professionnels (pour les empêcher d'aller ailleurs). Pour les O.S. ça fait de 1 à 2 % de rallonge, malgré la suppression. des bas coefficients. Comme le reclassement se fait à la tête du client, c'est une mine de revendications particulières ou au niveau de l'atelier. Cela permet, au moins pour un temps, de transposer toutes les luttes à un niveau atomisé et parcellaire.

Tous les syndicats s'y engouffrent, depuis la C.F.D.T. qui revendique « une application correcte de la grille »

et après (seulement) « il faut aller plus loin » ; c'est-à-dire : mensualisation, resserrement de la hiérarchie, primes uniformes (un plus loin bien proche) (tract C.F.D.T. du 14-10-69, département 58).

Les différences de langage viennent de ce que les syndicats minoritaires peuvent se payer de la démagogie en sachant fort bien que la C.G.T. prendra toujours la tête sur des objectifs qui ne diffèrent pas fondamentalement des leurs.

AVANT les élections un tract C.F.D.T. (7-10-69) explique sur deux pages qu'ils sont pour les augmentations uniformes avec cette conclusion : « Ce n'est qu'en ayant une revendication de salaire qui mobilise tous les travailleurs que l'on pourra obtenir la force nécessaire pour obliger la direction à lâcher sur... le droit d'expression dans l'entreprise, etc... ». Ainsi une revendication n'est qu'une tactique pour le syndicat.

Les élections ont vu récompenser le débordement d'activité de la C.G.T. : elle reprend les quelques pourcent grignotés après mai. A côté de ses cris de victoire et des 75 % de suffrages, on peut mettre les 10 à 20 % de débrayages à Billancourt sur un mot d'ordre C.G.T. et dans une période où effectivement il y a un mécontentement dans l'usine - général pour les salaires et particulier pour les problèmes déjà exposés. - Cette constatation s'impose et il y a des explications : nous en reparlerons.

La préparation de la grève :

Dès l'annonce d'une consultation à Billancourt (radio, journaux, etc...) c'est le grand déferlement des tracts ; de toute évidence c'est la C.G.T. qui mène la danse. Dès le jeudi 16 octobre, dans un tract « qui se réjouit de l'attitude commune des trois syndicats » et d'une réunion commune, la C.G.T. annonce la « grande consultation » et avant qu'elle ait lieu que « le Comité exécutif a décidé de consulter le personnel (sic) sur la dureté d'un premier arrêt de travail de toute l'usine pour mardi prochain » (21-10-69). Suit toute une liste de revendications de « pas un coefficient au-dessous de 140 » jusqu'à « l'application du statut de nationalisation ».

Après le 17 octobre, c'est la reprise sous les trois centrales dans « l'unité » des menues revendications et un appel à « se concerter collectivement sur la date, la durée et la forme d'une action de toute l'usine pour la semaine prochaine ». Le même jour, la C.G.T. se lance dans les habituelles phrases ronflantes : « la démocratie ouvrière est toujours décisive », « un arrêt de travail c'est quelque chose de sérieux ». « Il doit se tenir partout des assemblées, où calmement les avis doivent se confronter ». « Nous n'avons pas souvent donné l'occasion à l'adversaire de spéculer sur une action minoritaire ».

Le 20 octobre, les trois syndicats montrent bien que pour eux cette consultation n'est qu'une façade. Au début d'un tract commun C.G.T.-C.F.D.T.-F.O., on lit : « Nous appelons les travailleurs... à se prononcer sur la durée de ce mouvement... » (souligné par I.C.O.) et à la fin : « les trois organisations se rencontreront... animées du souci d'appliquer la démocratie syndicale et ouvrière elles prendront les décisions... sur le jour et la durée du mouvement qui correspondront à ce que la majorité du personnel (resic) aura décidé... ». Mais le 21-10 rien ne va plus : trois tracts séparés - C.F.D.T. et F.O. qui en des termes différents réclament une grève d'avertissement efficace avec menace effective d'aller plus loin. Le tract C.F.D.T. diffusé avant la réunion intersyndicale, ce sont les jeunes généraux qui veulent déboulonner les vieux de la C.G.T. : langage précis, direct et dur ; des critiques de la C.G.T., mais des critiques syndicales. Et le soir, la C.F.D.T. se rallie à la proposition de la C.G.T. : 1/2 journée de grève, meeting dans l'île Séguin et motion à Pompidou. F.O., encore plus minoritaire que la C.F.D.T. peut

pousser la démagogie jusqu'au bout : refus de participer à la grève et tract expliquant la position de F.O. qui rejette tout sur la C.G.T.

L'appel à la grève est signé C.G.T. et C.F.D.T., mais la C.G.T. lance un tract : « Face aux comploteurs gauchistes, aux aventuriers et aux agents du pouvoir, face à certaines manœuvres de syndicats qui tentent d'échapper par tous les moyens à leurs responsabilités en essayant de démoraliser... qui se termine par la séduction à la base aux « syndiqués et militants C.F.D.T. et F.O., sincères et honnêtes »...

Quant à la consultation, personne n'en parle plus. (la C.F.D.T., dans son tract, distingue bien deux sortes de grèves - spontanée ou à l'appel des organisations). Quant aux tracts gauchistes du genre « les ouvriers sont résolus à lutter jusqu'au bout » (comité de lutte de l'île 20-10-69) ça pullule.

La grève bidon du 23-10-69 (vue par un ouvrier de Billancourt) :

Dans une usine de l'importance de Renault, chaque département, service ou atelier a des habitudes particulières et une atmosphère différente. C'est le cas des magasins. Il y a un magasin central et d'autres dispersés à travers toute l'usine ; les travailleurs de ce magasin n'ont pas de contact entre eux et ne se connaissent même pas. La majorité de ceux qui y travaillent étaient autrefois sur la chaîne ou sur des machines en atelier. Pour une grande partie des O.S. qui arrivent à 45-50 ans, le rêve est d'être un jour magasinier, le travail est moins dur, plus varié. Une fois entré dans le magasin, le souci dominant c'est de ne pas perdre ce poste. Bien sûr, c'est humain, mais la peur conduit le plus grand nombre à une soumission totale à la maîtrise pour ne pas dire plus. Par exemple : appliquer à la lettre les règlements à leurs anciens camarades de misère. Dans les magasins, cela se traduit par le fait qu'il n'y a pratiquement jamais de débrayage.

La modification de la grille des salaires (voir I.C.O. n° 85) ayant amené un mécontentement général dans le magasin où je suis, je propose aux autres de débrayer, bien qu'ils reniflent tous la cuisine syndicale ; débrayer pour marquer le coup ; ils ne répondent ni oui ni non. Je leur dis : je me barre et 6 viennent avec moi sur les 7. On va au meeting dans l'île Séguin. 3.000 personnes, à tout casser, sur les 30.000 présents dans l'usine, à ce moment (90 % des ouvriers ne sont donc pas d'accord avec les syndicats). En route pour le meeting, les gars voulaient aller à la chaîne de montage de l'île pour faire débrayer. Mais la C.G.T. a détourné le cortège pour amener tout le monde à Bas Meudon dans un coin où il n'y a pratiquement personne car c'est un département en voie de modernisation.

Halbeher, secrétaire général de la C.G.T. Renault, prend la parole. En plus des litanies habituelles, c'est l'attaque en règle sur F.O. et, sans la nommer expressément, sur la C.F.D.T. dont la section du département 59 a dit dans un tract, ce qu'elle pensait de la grève. Ce sont les arguments les plus usés : les étudiants, les faux étudiants en mal d'emplois, les gauchistes, les trotskistes, les cheveux trop longs, la bande à Cohn-Bendit (s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer). Halbeher parle aussi de la grève du Mans, de celle de Cléon. Dans les deux cas c'est le débrayage de 2 ou 300 gars qui fait tâche d'huile et qui entraîne plus de 3.000 ouvriers. Mais les syndicats ne peuvent tolérer cela. Pour Halbeher (et aussi pour la C.F.D.T.) une grève « ne s'organise pas comme ça ». A voir ce qui arrive au Mans, le 25-10-69, après l'intervention de la C.G.T., on peut dire que la direction peut être reconnaissante à Halbeher. Et de poursuivre que la C.G.T. est démocratique, ouverte à tous, que cha-

cun a le droit de dire ce qu'il veut, de critiquer. A la C. G.T. on ne matraque pas les camarades de travail pour les forcer à faire grève, on les consulte. Mais il faut bien comprendre que l'on ne peut faire la grève partout, tous ensemble. Il y a des endroits où ce n'est pas possible. Si les ouvriers déclarent qu'ils veulent faire grève 3 h, 8 h, 24 h, ou plus, on en discute démocratiquement pour voir si c'est possible et on organise le mouvement...

Au bout d'un moment, les gars en ont marre et partent les uns après les autres. Le responsable de l'U.D.-C.F.D.T. prend la parole après Halbeher ; pourtant attaqué violemment par la C.G.T., il ne répond pas directement. Il respecte l'unité d'action. Lui aussi parle d'éduquer et de respecter la volonté des travailleurs. Il dénonce aussi (le salaud) les gauchistes et les autres qui sont dans son organisation et dont il a eu à souffrir personnellement, tant dans son moral que dans sa chair, de leurs provocations. Alors les cégétistes, les plus nombreux se mettent à gueuler « unité, unité ! ».

La fin de la chaîne de l'île se trouve à un carrefour non loin de la réunion : la chaîne continue à fonctionner car les voitures continuent de sortir. Aux gars présents autour de moi je dis : « il n'y a qu'à se mettre devant et les voitures ne pourront plus sortir ; ils seront forcés d'arrêter la chaîne ». Les gars sont d'accord et on se met à la place voulue. De hauts cadres qui se trouvaient là rappellent à toute vitesse. L'un d'eux me prend par le bras. Il nous dit de nous retirer qu'il y a des gens qui veulent travailler. Nous restons sur place et il n'insiste pas. Je l'entends qui dit à un autre : « j'espère qu'à la fin du meeting les délégués pourront les maintenir et arrêter tout ça ». Ils ont confiance dans Halbeher, mais tous deux ont peur de la colère des travailleurs. C'est bien pour cela que les syndicats ne veulent pas de grève d'ensemble.

Retour au boulot, réflexion du chef : « si vous ne les aviez pas entraînés, ils n'y seraient pas allés ». Discussion avec les gars : ils n'ont rien compris à la manœuvre de la C.G.T. Ils répètent avec satisfaction les paroles d'Halbeher. L'un d'eux me dit en particulier : « tu ne peux pas dire, mais des gars comme Cohn Bendit, ils ont foutu la merde ». Je lui demande s'il est venu pour Cohn Bendit ou parce qu'on est marron avec la grille des salaires. Réponse : « bien sûr, tu as raison, ils mélangent tout ».

E.D.F. - d'un camarade de Bordeaux :

Ici, dans la région de Bordeaux, les réactions du personnel E.D.F. sont variables suivant divers facteurs :

- A) en regard du comportement d'un ou des délégués syndicaux ;
- B) en regard de l'importance numérique de chacun des divers services ;
- C) en regard des contacts ou de l'isolement dans lequel se trouve le service ;
- D) en regard des problèmes particuliers à chaque service.

C'est ainsi que présentement, face au refus de la direction générale de respecter les accords du Constat de mai 68, les uns « apparemment une faible partie », en sont encore à penser à des grèves d'une heure ; cependant que la grande majorité est à présent contre les grèves de 24 h. parce qu'elles sont des mini-grèves qui ne mènent à rien.

Voilà trois ans que la section syndicale C.G.T. de la Centrale d'Ambès avait formulé un tel avis.

Pour une grève de 24 h. : 42 avaient dit Non - 6 Oui.

Pour une grève de 48 h. : 10 avaient dit Non - 38 Oui.

Pour une action dure, mais organisée auparavant à la base : 42 avaient dit oui plus 6 oui dans l'unité...

A cette époque, nous étions seuls et nous faisons figure de faux-frères... Mais même dans ces conditions, nous avons eu le courage d'agir pour que les autres réagissent. Une fois, nous n'avons pas fait grève, et nous avons dit bien haut pourquoi !... Depuis le climat, petit à petit, a changé.

Question revendication, les gars en sont toujours à réclamer ce que la Fédération réclame, c'est-à-dire : l'évolution du niveau du salaire de base - la réduction du temps de travail - la révision de la grille par l'amélioration des coefficients - le reclassement du personnel d'exécution...

Autant de choses imprécises par le fait que chaque fédération les transpose de façon différente et que de plus elles représentent aux yeux des syndicats un ensemble qu'on se propose de discuter avec la direction... donc rien de précis... alors que depuis 1966 la section de la Centrale d'Ambès demandait que le reclassement soit conçu de telle façon que chaque agent ait un déroulement de carrière effectif, donc un salaire acceptable.

...Par ailleurs, en ce qui concerne les 40 heures, nous étions, comme de juste, d'accord pour les réclamer, mais à la condition qu'ils deviennent effectifs, c'est-à-dire que nous posions cette revendication à la condition que toute heure supplémentaire soit obligatoirement récupérée, et ceci au gré de l'agent.

L'échelle mobile : en 1966, nous demandions déjà à la Fédération de prévoir un rapport constant.

Aujourd'hui, rien de tout cela n'a vu le jour.. et de plus, la direction cherche, par tous les moyens, à faire des économies « disons plutôt des restrictions » sur le dos du personnel... Cela va donc mal... Chacun en est plus ou moins conscient, cependant tout reste calme. Il faut dire par ailleurs que toutes les motions qui ont été faites par la section d'Ambès n'ont eu aucun écho, car tant la Fédération que les responsables syndicaux de la région de Bordeaux, chacun a mis cela dans le fond d'un tiroir.

Pour les jours prochains, comme tout le monde, par la radio, j'ai entendu parler de grève tournante !... En réalité, quoique Bordeaux ait envoyé deux délégués à la réunion du Conseil Fédéral de la semaine dernière, nous n'en connaissons pas encore le résultat... donc pour l'instant rien de précis, si ce n'est qu'à Ambès les gars sont décidés une nouvelle fois à ne pas participer à une nouvelle farce... c'est-à-dire une grève de 24 heures... Comme Bordeaux s'est prononcé également contre les grèves de 24 heures, feront-ils de même, peut-être, mais ce n'est pas certain car, pour eux, c'est presque faire le jaune... l'esprit Militant, c'est avant tout la discipline syndicale.

D'un camarade de Montereau (extrait d'un tract du 9-10-69) :

Je n'ai pas participé à la manifestation de mécontentement du 8 octobre.

Je tiens à vous en rappeler moi-même les raisons pour éviter toute fausse interprétation.

Les assemblées qui se sont tenues à l'appel de la C.G.T., du 3 au 7 octobre, dans les subdivisions, « devaient aboutir à une délégation de l'ensemble du personnel auprès du Chef de Centre, le mercredi 8 octobre ».

A celle de Montereau, où tout le personnel était invité, « sous l'égide des camarades Renaudin et Wanlin », l'assistance fut relativement nombreuse et diverse.

Les « orateurs » nous informèrent de la « position du Bureau Fédéral » :

Les directions n'ayant pas tenu leurs promesses de Grenelle :

- revalorisation des salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie,
- réduction d'une heure de travail par semaine en 69,
- réduction effective des zones de salaires, sans compter le danger de dénationalisation dont l'entreprise est menacée par des attaques de plus en plus nombreuses... il s'avère nécessaire « de poursuivre et relancer l'action pour l'ouverture de réelles négociations entre les directions et les fédérations, dans l'unité avec les autres organisations syndicales, sur la base de la plate-forme revendicative commune, élaborée en début d'année, sans dissocier les revendications qualitatives des revendications quantitatives qui sont liées ».

Ainsi, il ne s'agissait, encore une fois, pour « la direction syndicale », que de faire se prononcer le personnel à la base sur une action prédéterminée (la délégation auprès du Chef de Centre le 8 octobre), par voie de référendum sur une question unique : « Qui est POUR ? » présentée selon les règles qui font que, les « POUR » l'emportent toujours, alors que, depuis un mois, ce personnel à la base attend que s'ouvrent les discussions à son niveau.

Ainsi, il ne s'agissait, encore une fois, pour « l'organisation syndicale » que de « faire valoir » ses positions de retrait :

- revalorisation de nos salaires,
- respect du « contact de Grenelle »,
- défense de nos statuts...

Ainsi, il ne s'agissait, encore une fois, pour les « responsables syndicaux », que de faire de la lutte d'influence, non de la lutte syndicale : « - La C.G.T. propose à tout le personnel... qu'en pensent les militants des autres syndicats ? » (la question fut posée ainsi).

Nous ne devons plus accepter de n'être que « des voix que l'on compte », nous devons exiger de redevenir ce que nous n'aurions jamais dû cesser d'être : « les voix souveraines qui discutent et que l'on écoute ».

Nous devons cesser de nous « défendre pour la moindre perte », de pleurer nos avantages perdus ; nous devons nous battre au contraire, attaquer, au-delà d'une plate-forme encore en retrait sur 36, qui ne devrait plus être, depuis longtemps, que notre lutte.

Nous devons être, au moins, aussi exigeants que les patrons, que les gouvernants.

Que font les patrons quand on ne respecte pas sa parole à leur endroit ? Que font les gouvernements quand on ne respecte pas leur loi ?

Ce que nous aurions dû faire le 8 octobre : envoyer un ultimatum au Chef de Centre l'informant « qu'à défaut d'exécution des engagements pris par les directions, dans un délai maximum de... nous passerions à l'action avec telles majorations... sans préjudice pour les revendications à venir ». C'eût été moins spectaculaire qu'une cavalcade de voitures, mais notre lutte n'est pas du folklore.

Le moment n'est plus, et ne doit plus être, de porter des pétitions aux Chefs de Centres « pour la reprise de véritables négociations », de leur manifester notre mécontentement, nous connaissons la réponse : « Je transmettrai », et la pétition, comparée aux précédentes, ira les rejoindre dans le dossier qui lui est déjà attribué.

Le temps de la protestation doit être révolu, pour celui de l'action véritable (non plus des parlottes) pour de véritables satisfactions (non pour de nouveaux constats de Grenelle).

« Nous n'obtiendrons rien tant que nous n'aurons pas compris la nécessité de nous battre », devait dire notre secrétaire à la réunion du 6. D'accord camarade ! Alors présente-nous un syndicalisme de combat, pas un syndicalisme de discussions, de tergiversations, de pleurnicheries, de soumission.

A vous de juger, Camarades...

P.S. 1 — Un collègue, au matin du 8 octobre, m'a qualifié de « jaune », ajoutant « ...je m'en souviendrai ! »

Etait-ce la déception d'un camarade ? Etait-ce le chantage d'un délégué aux organismes statutaires ? Au camarade, je demanderai si le jaune c'est celui qui fait le jeu du patron ou celui qui refuse de faire le jeu du patron ? Au délégué, je répondrai que RIEN ne me fera JAMAIS changer d'avis.

P.S. 2 — Une note de service du 7 octobre, signée du Chef de Subdivision, rappelle qu'en cas de manifestation, l'usage des véhicules de service est interdit : des camarades, « auxquels le message a été transmis » décident de ne plus manifester. Plus tard un délégué leur dit de passer outre : ils décident de passer outre.

La crainte du syndicat leur est-elle plus forte que celle du patron ? Quand décideront-ils de décider eux-mêmes ? Lorsque les directions syndicales cesseront de jouer aux directions patronales ?...

Dun camarade de la Rochelle :

A la Rochelle se passe ce que tu peux lire dans n'importe quel journal. Au dépôt S.N.C.F., les cheminots ont été parmi les premiers à se mettre en grève, précédant le cinéma des syndicats ; au port de La Palice, les dockers font la grève des heures supplémentaires et du dimanche ; l'usine de phosphate a débrayé une demi-journée ainsi que quelques autres petites entreprises.

On dirait que les syndicats provoquent ces petits débrayages un peu partout pour calmer les esprits. C'est l'action « soupape de sûreté », on lâche un peu de vapeur afin de ne pas être surpris par la pression...

JEUMOT-SCHNEIDER (construction électrique - usine de St-Denis)

La direction a octroyé 3,50 % d'augmentation et en plus 0,50 % de la masse des salaires à distribuer au choix par le chef de service. L'attribution donne 2.000 pour certains et rien pour les autres. Dans un service de 15 ouvriers, un camarade propose que ces attributions au choix soient mises en commun et redistribuées également. 2 ou 3 sont favorables, 2 ou 3 sont tièdes, les autres refusent (y compris les jeunes), avec des motifs divers. L'usine est calme et la C.G.T. ne pousse absolument pas à une action quelconque. Ces extraits de tracts peuvent donner une idée des soucis présents des dirigeants P.C.-C.G.T. :

« On aurait pu, avec un gouvernement démocratique, agir dans l'intérêt national, tout d'abord diminuer les dépenses improductives, en premier lieu, sans compromettre en rien la Défense Nationale, les dépenses militaires. Le pouvoir, si avare avec les entreprises nationalisées, devrait réduire, et même supprimer, les cadeaux qu'il distribue aux entreprises privées.

« Par contre, ce sont les salariés, les retraités, les autres couches défavorisées de la nation qui font les frais de l'opération. Les hausses de prix, fruits amers de la dévaluation, vont diminuer nos ressources... ».

POLYMECANIQUE-PANTIN (filiale de Motobécane)

Même situation que celle décrite par le camarade de chez Jeumot : les tracts syndicaux habituels qui ne rencontrent aucun écho.

Avant les vacances, des stagiaires d'une école d'ingénieurs se trouvaient à la préparation alors que des débrayages avaient lieu dans l'usine ; ils sont allés voir ce qui se passait ; le lendemain, ils étaient virés.

Le règlement intérieur de l'usine est particulièrement dégueulasse. Une page entière pour expliquer qu'on peut être vidé à tout moment pour sabotage, activité politique, etc... et à l'embauche on doit signer : « lu et approuvé ». Dans certains ateliers, l'horaire a été porté de 42 h 30 à 48 h., sans aucune réaction. Dans les bureaux techniques, rivalité entre techniciens (dessinateurs, etc) exploités par la maîtrise qui utilise les plus qualifiés contre les moins qualifiés. Ceux-ci se sentent en position de faiblesse, n'osent pas manifester ouvertement, mais réagissent individuellement par la bande.

ALSTHOM

Le bruit court que des grèves se déroulent dans les 3 usines du groupe (Belfort, Roubaix et Launoy). La direction semble quelque peu affolée ; les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. en informent par une affiche mais rien de plus. Des bruits circulent aussi au sujet de malfaçons dans la construction des centrales atomiques (oubli de canettes de bière, de boules en bois dans les canalisations). Une fois en marche, il est pratiquement impossible de les récupérer et cela bloque certains circuits. Ce fait peut être rapproché d'oubli dans la pose des brides de jonction des tubes des parois des chaudières à tubes. Sabotage ou négligence ?

Une brève discussion s'engage à ce sujet.

Un camarade de Renault pense qu'il faut faire attention avant de conclure et d'en faire une théorie. A Billancourt, des tours fonctionnant au gaz de Lacq avaient eu leur branchement inversé et il a fallu détruire et refaire tout le réseau de canalisations ; c'était imputable à une négligence. Un autre camarade déclare qu'aux U. S.A. des sabotages de toutes sortes sont fréquents dans les usines. Négligence ou sabotage, il est évident que les travailleurs ne mettent aucune attention particulière à l'exécution de leur travail. Le capitalisme est obligé d'en tenir compte. S'il peut jouer parfois sur la conscience professionnelle, il est au contraire évident que pour beaucoup d'autres, notamment chez les jeunes, les conditions de la production sont telles que le travailleur se moque éperdument de ce qu'il fait et qu'il peut aisément passer, suivant ses propres nécessités de lutte, de l'inattention à la négligence ou au sabotage.

CARREFOUR (nouveau super-marché, banlieue parisienne)

On embauche du personnel jeune, voire même très jeune (généralement féminine, au-dessous de 18 ans) d'où des salaires très bas : 3,70 au début et 4 F maintenant. Horaires de 8 à 11 h et de 15 à 19 h, en alternance avec : de 11 à 15 h et de 19 à 22 h, pendant 6 jours. Revendications et actions quasiment nulles. Au moindre murmure, on s'entend dire : « si vous n'êtes pas contents, allez voir ailleurs ». Il arrive que le jour de la paye, on vous dise : « ce n'est pas prêt, il faut attendre demain ». Pour toutes ces raisons, personne ne reste beaucoup de temps dans la boîte. C'est un va et vient continu.

PALAIS-ROYAL-SERVICE entreprise d'intermédiaires - 1100 salariés) d'un tract diffusé à Paris

PAS DE FRIC POUR TREMOUREUX...

La direction du Palais Royal Service organise le 18 octobre des élections au Comité d'Entreprise. Depuis 10 ans (au moins), les patrons de P.R.S. n'ont pas respecté leur propre loi. Il a suffi que depuis mai 68 une section syndicale rachitique et désabusée le lui demande poliment pour que TREMOUREUX accepte.

Légalement, toute entreprise de plus de 50 employés est tenue d'attribuer un certain pourcentage de la masse salariale aux activités d'entraide et de loisirs de ses employés.

Ces sommes vont échapper à la gestion directe de nos patrons. Mais la C.F.D.T. semble bien décidée à les lui remettre indirectement.

Née d'un sabotage d'un Comité d'Action, formée spontanément en mai 68, la C.F.D.T. est bien oublieuse de ses origines anti-syndicales et est trop désireuse de se faire reconnaître comme interlocuteur valable et raisonnable pour avoir beaucoup d'imagination. Ils sont trop cons pour représenter autre chose qu'une caricature ennuyeuse de la véritable lutte des travailleurs. Les employés du P.R.S. l'ont senti - encore confusément - en leur refusant leur adhésion. Il vaut mieux filer 5 francs dans un pot que dans une carte syndicale, on moins on se rafraîchit.

Nous, employés de P.R.S., avons décidé de nous présenter aux élections afin de réaliser ce qui suit :

— le C.E. ne peut, en aucun cas, envisager de prendre à son compte le coût des cours servant à la qualification du personnel. Si nos patrons veulent des gens qualifiés, ils n'ont qu'à les qualifier eux-mêmes.

— le C.E. refusera de favoriser toutes activités culturelles du type T.N.P., Ciné d'Art, visites de musées, places réduites à des spectacles genre Cosaques de l'Armée Rouge, Harlem globe trotters, Hair.

Nous pensons qu'il ne s'agit plus de s'extasier mais de vivre. La culture n'a plus raison d'être, c'est l'inversion de la vie. Refusons de nous passionner pour PI-CASSO ou BUFFET ;

— le C.E., dans un premier temps, demandera à la direction les sommes non versées depuis que P.R.S. compte plus de 50 employés, et qui, légalement, restent dûes. Nous y emploierons tous les moyens : grèves, occupation des locaux, etc...

— le C.E. louera une grande maison à la campagne (près de Paris) qui sera mise à l'entière disposition des employés du P.R.S. et de leurs amis pour y passer leurs week-ends dans la plus grande liberté possible.

— le C.E. organisera, le plus souvent possible, des fêtes. Nous essaierons de faire en sorte que ces fêtes soient l'inverse des ennuyeuses et paternelles fêtes de la direction.

TOUTES LES TENTATIVES SERONT ENTREPRISES
POUR QUE L'ENNUI secrété PAR LE CAPITALIME
MODERNE SOIT BATTU EN BRECHE.

— le C.E. créera un journal gratuit où il expliquera son action, ses buts et ses projets.

— le C.E. prêterera une attention particulière à l'entraide financière. TOUTS LES MOTIFS pourront nous être soumis.

Nous espérons que ces perspectives, non limitatives et à développer vous donneront une petite idée de ce que nous voulons réaliser. Nous pensons dire et vivre « TOUT HAUT » ce que la grande majorité des travailleurs pense « TOUT BAS ».

Nous sommes l'exact contraire de la C.F.D.T. Si nous

sommes élus, nous ferons en sorte que tout le monde puisse participer à nos activités et délibérations (excepté les agents de nos patrons et les syndicalistes) (sauf ceux qui, ayant compris, déchireront leur carte).

NOTRE LISTE N'EST PAS CLOSE, NOUS DEMANDONS DONC A TOUS CEUX QUI SONT D'ACCORD AVEC NOUS ET QUI VEULENT SE PRESENTER COMME DELEGUES DE DONNER LEUR NOM ET LEUR ADRESSE AUX DISTRIBUTEURS DE TRACTS

Nous les convoquerons très bientôt. Notre liste n'étant pas déclarée, nous ne pourrions nous présenter que si au premier tour plus de 50 % des travailleurs de P.R.S. s'abstiennent de voter. Au deuxième tour, tout le monde pouvant se présenter, c'est là que nous interviendrons.

En conséquence, nos partisans REFUSERONS DE VOTER ou VOTERONT MAL au premier tour (au cas où vous iriez voter - les heures sont payées - glissez ce billet dans l'urne qui annulera votre vote) :

TOUS LES PARTIS, LES SYNDICATS
Et leur Bureaucratie
Oppriment le prolétariat
Autant qu'la bourgeoisie.
Contre l'Etat et ses alliés,
Formons des Conseils Ouvriers. (1)

COMITE POUR LA DECOLONISATION DE LA VIE QUOTIDIENNE.

Le premier tour des élections a donné 150 votants sur environ 1.100 salariés. Mais ce camarade ne peut constituer une liste sur les bases précises qu'il avait lui-même définies et a renoncé au projet qu'il envisageait de ce texte. Si la C.F.D.T. trouve un débouché à P.R.S., la C.G.T. trouve le sien chez Manpower. Un accord direct a été signé le 9-10-69 entre ces deux entreprises, patronale et syndicale. On y trouve notamment la mise à la disposition de la C.G.T. d'un bureau meublé et doté d'un téléphone par l'entreprise patronale ainsi qu'un crédit mensuel de 300 h, c'est-à-dire pratiquement deux permanents C.G.T. à temps complet. A la suite de cet accord, Manpower a été exclu du syndicat des entreprises intérimaires, et on peut se demander dans quelles mesures un tel accord ne favorise pas la concentration avec la bénédiction de la C.G.T.

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE (siège Paris - 4000 employés)

Extrait d'un tract du Comité de liaison A.G.F.

Nous, employés d'assurances, nous avons été bien surpris d'apprendre par France-Soir, le Parisien ou Luxembourg, qu'on avait commencé, le lundi 13 octobre, trois journées d'action pour appuyer tous nos syndicats. C'était tellement fort, que le lundi soir on ne s'en était pas encore aperçu. CHENOT devait trembler et la F.F.S.A. appeler les brigades spéciales.

Ça va barder — Le mardi 14 octobre, un tract de tous les syndicats appelait le personnel (sic) à se réunir en assemblée, à débayer, à manifester, à partir du lundi 13. Heureux ceux qui l'on eu. Dans une grande bataille les plans des généraux, ça doit rester secrets. Le mardi après-midi et le mercredi matin, on a su par les mêmes voies discrètes qu'on allait frapper un grand coup : une gueulante contre les murs à 17 heures, 1/4 d'heure avant la sortie. Comme il risquait d'y avoir trop de monde, les généraux avaient prévu deux manifestations : à Riche-

lieu, à Lafayette ; pour St-Lazare et Drouot, rien n'est précis. D'autres bruits couraient bien :

— que la section C.G.T.-PHENIX avait proposé un débrayage en début d'après-midi, une assemblée et des discussions entre tous les employés pour savoir ce que chacun voulait faire.

— que les dirigeants de tous les syndicats A.G. s'y étaient opposés systématiquement, tout comme à une assemblée centrale à Richelieu.

On a vu ce qu'on a vu, le mercredi 15 octobre

17 h. : Richelieu 100 à 150 personnes dans la cour, La Fayette 200 dans le hall, St-Lazare 20 quittent le travail.

A Richelieu et à Lafayette, il y avait des pancartes « spontanées » avec les mêmes slogans du genre « plus de brimades, de la dignité ». Extraordinaire comme chacun a eu la même idée avec les mêmes mots au même moment.

A Richelieu, guère plus de 20 employés ont été tout heureux, comme des mômes, de jouer les durs sur le tapis rouge de la direction en braillant sur l'air des lampions « Chenot des sous ! ». A Lafayette, à 17 h. 15, tout le monde sortait par le 33 dans l'ordre et la dignité

QU'EST-CE QUE ÇA VEUT DIRE ?

Et le lendemain, on a tous recommencé à travailler, comme avant. On ne sait toujours pas trop pourquoi les syndicats ont décidé cette brillante démonstration de leur impuissance et de leur inexistence comme représentants de la volonté des employés. Mais s'il fallait en faire la preuve, ils l'ont faite : à eux tous, ils sont suivis dans leur mot d'ordre par à peine 10 % des employés. Pourtant, ils prétendent, dans un tract du 23-10, qu'après une telle démonstration de faiblesse « Chenot était furieux ».

90 % des employés sont contre eux dans cette affaire : les délégués syndicaux disent que ces 90 % sont des mous, des jaunes, des poltrons, des cinglés du boulot, on ne sait trop quoi. Nous, au contraire, nous pensons que la majorité de ces 90 % d'employés, dont nous sommes, ont trop de sujets de mécontentement généraux et particuliers pour croire que 1/4 d'heure de cinéma à 17 heures, puisse résoudre quoi que ce soit. Au contraire, les syndicats peuvent ainsi montrer à la direction qu'elle n'a rien à craindre de leur part et de ceux qui les écoutent ; qu'elle peut continuer à mal payer, à augmenter la productivité, à rationaliser, sans craindre autre chose d'eux que des petits quarts d'heure de grève tous les six mois, qui de plus, démoralisent le reste des employés.

Pourtant, tout le monde râle aux A.G.F. en ce moment ; personne ne se sent sûr de rien, de son travail, de sa place, de ses espoirs ; tout est constamment bouleversé ; chacun a l'impression de vivre dans un univers de cinglé, dans lequel il est prisonnier, car il faut bien venir faire ses 8 h et faire ce qu'on nous commande.

De cela, les syndicats n'en parlent guère et n'envisagent rien pour le changer ; c'est normal, car ils sont bien installés dans l'entreprise, ils y ont une fonction, un rôle, des places, des avantages. C'est pour cela qu'ils nous proposent des choses qui n'ont aucun sens. S'ils faisaient autrement, ils perdraient leurs privilèges. Ils rejoignent ainsi tous ceux qu'ils dirigent pour la défense de tout ce qui nous opprime.

ALORS QUE FAIRE ? — Faisons confiance à nous-mêmes et à ceux qui, à côté de nous, tous les jours, subsistent comme nous, le poids du travail, de la hiérarchie, et de toutes les transformations. Si nous savons ce que nous voulons, ce n'est pas difficile de trouver les moyens de l'obtenir. Il suffit de nous mettre tous ensemble, dans un bureau, dans un service, dans l'une des sociétés du groupe, ou dans tout le groupe. Patrons, syndicats et ca-

(1) refrain de « La Commune n'est pas morte » (juin 68) rédigé par le Comité pour le maintien des occupations (Sorbonne - Mai 68).

dres, ont tellement peur de nous voir unis en face d'eux, que si nous pouvons nous mettre tous ensemble, ils nous écouteront avant même peut-être que nous ayons à lever le petit doigt et à agir.

SOCIETE GENERALE (Agences - Paris)

Depuis deux ans, les syndicats discutent avec la direction d'une prime de 600 F par an pour indemniser la présence par roulement des employés d'Agence pendant l'heure de midi, pour éviter la fermeture.

Il est difficile de dire comment un mouvement s'est développé sur cette base, mais ce qui est certain c'est que, avec des mots d'ordre syndicaux très vagues et discrets, il s'est étendu à toutes les agences, à partir du 17 octobre, et qu'un tract commun des 4 syndicats citait l'exemple d'employés ayant « décidé de ne pas assurer

la permanence en prenant leur temps de déjeuner tous ensemble à la même heure, entraînant, soit la fermeture, soit d'importantes perturbations dans ces guichets », et appelle le « personnel (sic) de toutes les agences à faire de même ».

Pas une seule fois le mot grève n'est prononcé dans ce tract. Pourtant les débrayages existent, largement suivis, souvent impulsés par des employés qui jusqu'à présent se tenaient à l'écart. Il faut dire qu'il y a une grande méfiance, notamment de la C.G.T. assimilée au P.C., et des manifestations politiques.

Malgré ce soutien apparent du mouvement, les syndicats ont réussi à le scier en se servant de la revendication d'une autre prime concernant l'annexe Trocadéro : à la suite d'un bref débrayage, satisfaction a été donnée sur cette prime, très inférieure à l'autre. Les cartes ont été brouillées et tout est à recommencer.

Perspectives actuelles du capitalisme

(Ce texte est le compte rendu d'une des discussions à la rencontre internationale de juillet dernier)

Certains camarades considèrent un tel débat comme essentiel : les conclusions déterminent leur action présente. S'il y a perspective de crise et un processus révolutionnaire, un groupe doit agir dans ce sens ; sinon il ne peut que se consacrer à une recherche théorique.

Ce point de vue contient plusieurs directions de discussion qui seront abordées au cours du débat :

— quelle analyse peut-on faire du capitalisme mondial ?

— Y a-t-il une relation générale entre les perspectives économiques et les luttes qui éclatent dans différents pays (notamment Amérique Latine, France, Italie) ; ce qui n'est d'ailleurs qu'aspect d'une question plus générale : la crise économique engendre-t-elle la révolution ?

— Que signifie « action » pour un groupe et notamment comment une action peut-elle à la fois être solidaire de luttes nationales et ne pas faire le jeu d'un impérialisme ? Sous d'autres angles ce même problème a été abordé dans les discussions antérieures.

La préoccupation d'un groupe de camarades qui tiennent particulièrement à discuter de ces problèmes vise à déterminer :

— le caractère d'un certain nombre de phénomènes économiques récents (notamment crise monétaire mondiale) ;

— la nature d'une série de mouvements et de lutte.

Ils paraissent plus soucieux de recueillir les explications des autres camarades que d'affirmer leur propre position et notamment de savoir ce que pensent les camarades américains de l'ensemble de ces problèmes.

Exposé d'un camarade américain :

La théorie économique travaille à un niveau abstrait. Aussi bien les « économistes distingués » que les « technocrates éclairés » ou les penseurs les plus lucides, sont incapables de prédire ce qui va se produire. En dépit et à cause de la planification, l'anarchie est plus grande que jamais : on peut affirmer que les économistes bourgeois ne savent pas ce qui se passe dans leur système ; si les analyses marxistes peuvent apporter quelque chose à un niveau abstrait elles ne peuvent dégager que des

tendances générales résultant de contradictions générales à l'intérieur du système. Si l'on considère les choses d'un point de vue de classe, le maintien du système capitaliste suppose un processus continu dans l'accumulation ; la conclusion qu'on peut tirer actuellement est que le surtravail (la plus value extorquée) ne suffit plus à l'accumulation du capital. Mais il s'agit d'une tendance générale qui, dans le monde réel, peut être modifiée temporairement pour différentes raisons : développement de supertechniques de production, extension des guerres, nouvelles découvertes de matières premières, etc... Cette tendance peut donc être provisoirement stoppée ou au contraire accélérée si ces interventions ne sont pas efficaces.

Le capitalisme mondial vit dans une crise continue depuis 1900. Jusqu'à 1900, le taux d'accumulation du capital s'est constamment accru. Depuis 1900 à l'échelle mondiale, tant le taux d'accumulation que le taux de profit ont déclinés. Ce processus a engendré des crises économiques : celle de 1918 avec comme « solution » la guerre 14-18. Mais la destruction de capital à la suite de la première guerre mondiale ne fut pas suffisante pour permettre le relèvement du taux d'accumulation pour toutes les nations capitalistes. Le capitalisme mondial s'est trouvé concentré entre les mains des U.S.A. ; pour tenter de sortir de la destruction progressive du capital européen par le capital américain en position dominante, ce capitalisme européen a finalement déclenché la seconde guerre mondiale dont la finalité était d'unifier l'Europe pour permettre d'affronter la concurrence des U.S.A. Cette tentative a complètement échoué.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les U.S.A. sont plus puissants que jamais et toutes les relations capitalistes du 19ème siècle sont détruites : il en résulte que tout ce qui se passe dans le monde est en relation étroite avec ce qui se passe aux U.S.A. Mais malgré la deuxième guerre mondiale et sa position de force, les U.S.A. n'ont pas réussi à faire croître le taux d'accumulation du capital. Leur pénétration en Europe pour tenter de résoudre son problème par une récapitulation au niveau européen n'est pas suffisante pour que cette tendance s'inverse. D'où l'utilisation d'expédients classi-

ques pour y parvenir : à la récapitalisation de l'Europe pour le compte des U.S.A. s'ajoute le programme énorme de gaspillage. S'il était stoppé cela signifierait 20 millions de chômeurs aux U.S.A. Pour résoudre ce problème interne aux U.S.A. le capitalisme américain est obligé d'avoir une politique d'expansion à l'extérieur. Les U.S.A. sont entrés dans une activité impérialiste, ils tentent de capitaliser l'Asie du Sud-Est et d'autres pays (un camarade exprimera son désaccord sur ce point). S'ils échouent, ils ne seront pas capables de garder leur population au travail et de maintenir le taux d'accumulation. La crise intérieure des U.S.A. aura un retentissement mondial. Ceci est une perspective générale qui permet de dégager une tendance mais ne permet pas de dire si un mouvement se dessine vers une crise mondiale ou une guerre, encore moins de prévoir ce qui se passera dans un avenir proche. Ce qui peut être dit, c'est que pendant deux ou trois années, le capitalisme U.S. a encore la possibilité de manœuvrer, car le niveau de la production de gaspillage peut être supporté par l'économie américaine et devrait même encore s'accroître. Mais c'est une solution temporaire qui aura seulement pour résultat d'accélérer le processus vers la crise ou la guerre. Il n'y a rien qui puisse laisser supposer que le capitalisme à longue échéance n'évolue vers la guerre ou la crise ; et cela se passera dans tous les pays : par nécessité, une période révolutionnaire réapparaîtra, même s'il n'est pas possible de dire quand ; il est fort possible que ce soit durant notre vie.

Question : A quoi correspondent les grèves actuelles dans le monde ?

Les luttes ouvrières sont exactement ce qu'elles furent autrefois. Les travailleurs luttent pour de meilleures conditions de vie ou de travail. Les salaires ou le niveau de vie sont des choses relatives. Les ouvriers en général sont dans une meilleure situation qu'il y a dix ans. Ils sont habitués à ce niveau de vie et le défendront. Ce n'est pas important - pour les luttes - que les salaires s'accroissent. Pour l'instant, le prolétariat ne s'intéresse qu'à des luttes pour les salaires ; qu'il y ait prospérité ou crise, c'est la situation que l'on trouve partout.

— Actuellement, les caractéristiques des luttes résument des conditions du capitalisme moderne. En période d'expansion, partis et syndicats peuvent gagner en influence car ils peuvent jouer leur rôle. Dans une ère de crise continue il leur est impossible de gagner quoi que ce soit pour les ouvriers : la tendance est donc que ces organismes perdent leur place et que des grèves sauvages apparaissent, dépassant les frontières imposées par les organisations.

Question : Comment interpréter le rôle économique de l'U.R.S.S. ?

Le rôle économique de l'U.R.S.S. dans l'économie mondiale est celui d'un capitalisme en concurrence avec d'autres capitalismes.

La structure économique russe est la même que dans les pays capitalistes ; sur le plan intérieur, la différence réside dans le fait que l'appropriation de la plus value ne se fonde pas sur le marché et la concurrence mais sur une sorte de monopole total d'un point de vue capitaliste. Ce système diffère du capitalisme privé basé sur la concurrence ; d'un point de vue bourgeois, le capitalisme d'état russe est l'équivalent du socialisme. D'un point de vue ouvrier, il n'y a pas de différence. En Russie tout est réglé sur le marché du travail sans passer par le système du marché ; dans le capitalisme privé, tout passe par le marché, d'où des luttes, des grèves sauvages. Chacun des systèmes essaie, malgré ses différences de relations entre les ouvriers et le système, de se procurer de la plus value à l'extérieur : le capitalisme

d'état est autant impérialiste que celui basé sur la propriété privée.

OBSERVATIONS d'un groupe de camarades :

Dans l'exposé du camarade américain, il semble y avoir une contradiction. Il déclare que les luttes du mouvement ouvrier sont les luttes de toujours. Il y a cinq ans, des luttes comme celles de France, d'Italie, d'Amérique Latine, étaient impensables à une telle échelle : depuis la seconde guerre mondiale on n'en avait jamais vues de cette ampleur. On doit donc en déduire que quelque chose de nouveau est intervenu. En même temps sont apparues des difficultés monétaires et économiques : chômage, réduction des dépenses de gaspillage (Grande-Bretagne) renversement des courants commerciaux (la C.E.E. a maintenant une balance commerciale positive et les U.S.A. une balance négative - c'est contesté par certains -). Une crise économique ouvrira obligatoirement une période révolutionnaire. Les mouvements qui éclatent un peu partout sont tous basés sur les diminutions de salaires, la hausse du coût de la vie, les licenciements. Tout apparaît donc lié. Il est important d'en discuter pour essayer de savoir si nous sommes au début d'une période révolutionnaire ou si tout ce qui s'est passé n'est qu'un feu de paille.

REPONSE d'un camarade américain :

L'Amérique du Sud était utilisée jusqu'à présent par les U.S.A. comme une source de matières premières (pétrole, cuivre, produits agricoles, etc...). Depuis une quinzaine d'années, soit à partir des U.S.A., soit des états eux-mêmes, il y a une tentative de capitaliser les pays arriérés d'Amérique latine par l'industrialisation. Pour avoir du capital, il faut faire croître le niveau d'exploitation : cela peut se faire par le développement technologique ou par la réduction des salaires ou du niveau de vie (inflation). Il en résulte une lutte entre travailleurs et autres couches sociales contre le capitalisme. La lutte de classe en Amérique du Sud est indicative du développement du capitalisme dans ces pays et non d'une régression. Les problèmes soulevés sont ceux d'un capitalisme à ses débuts, les conflits réels n'apparaîtront qu'à une étape ultérieure. Une solution révolutionnaire ne peut surgir que d'un capitalisme développé ; rien ne dépend des pays arriérés. Tout dépend des travailleurs des U.S.A., d'Europe, d'U.R.S.S. ; c'est dans ces pays seuls que peut apparaître une solution socialiste. En Amérique du Sud, comme dans tout pays arriéré le développement capitaliste ne peut donner ouverture qu'au bolchevisme. Espérer combiner une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne est une illusion.

Le problème de la balance commerciale n'a rien à voir avec l'économie : c'est seulement une redistribution de la plus value à l'échelle mondiale : cela concerne la bourgeoisie, pas la classe ouvrière.

A partir de cette discussion, différents sujets qui s'y relient sont abordés.

**Sur la nature de la révolution russe en 1917.
Sur les rapports entre les mouvements dans les pays sous-développés et dans les pays développés.**

Certains camarades insistent particulièrement sur l'interdépendance des problèmes à l'échelle mondiale. On ne peut pas isoler les phénomènes révolutionnaires en Amérique Latine de la révolution dans les pays développés. L'Amérique Latine est pour les U.S.A. la source la plus importante de matières premières et de capital ; s'il s'y produit des mouvements révolutionnaires qui aboutissent à un développement capitaliste dans un ca-

dre national, ces mouvements empêcheront les U.S.A. d'atteindre leurs objectifs économiques et par contre-coup ils déclancheront une crise économique aux U.S.A.

(ce dernier point soulève une brève critique sur le fait que les pays européens ont « perdu leurs colonies » mais que leur emprise économique n'en a pas été éliminée pour autant.)

Même si l'on considère que dans la Russie de 1917 il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, on doit considérer le problème sur le plan mondial ; le léninisme insistait sur le développement révolutionnaire sur le plan mondial et c'est l'échec de ce développement qui a enfermé la Russie dans sa révolution bourgeoise. Elle aurait pu être prolétarienne à l'échelle européenne.

(à l'évocation d'une « révolution ouvrière » en Russie en 1917, un camarade a objecté que c'était impossible car il y avait 3 millions d'ouvriers pour 160 millions d'habitants - essentiellement paysans - et que 17 fut une révolution bourgeoise analogue à 1789 en France.)

De même si l'agitation en Amérique Latine procède d'une révolution bourgeoise, ce sont des ouvriers qui se battent ; ces luttes sortent d'un cadre anti-impérialiste et n'expliquent pas pourquoi cela éclate au même moment en Europe.

(un camarade pose une question - sans réponse - : si l'Argentine et l'Uruguay sont des pays sous-développés et pourquoi ?)

L'Amérique Latine est prise dans un processus de développement capitaliste : cela veut dire un développement industriel, la formation d'une classe ouvrière et des luttes. Ces luttes n'ont aucune chance de se développer et d'atteindre le niveau de l'Europe. A côté de ces luttes prolétariennes, il y a de grandes masses de paysans qui cessent d'être des paysans, mais ne constituent pas un prolétariat.

S'il y a une révolution, par force, ce sera des révolutions du type russe en 1917, ou chinoise en 1949. Dans ces deux pays, il y avait aussi une industrie et un prolétariat. Cela n'a pas de sens d'attendre le socialisme de tels mouvements. Ils peuvent bien sûr, affaiblir l'impérialisme américain. Dans cette mesure on peut dire que c'est un élément positif, mais on ne peut rien d'autre. La révolution socialiste se fera dans les pays avancés et ira vers les pays arriérés, mais ce ne peut pas être l'inverse.

Au cours de la discussion, un autre camarade précise son point de vue sur ce point. Il y a une nécessité interne qui pousse les pays sous-développés vers l'industrialisation par des régimes de style bolcheviks, mais tout est récupéré par un impérialisme. Un fossé s'accroît entre les pays arriérés et les pays avancés et il n'y a pas d'autre issue : la révolution « bourgeoise » de type bolchevik devient même impossible. La Russie et la Chine sont le résultat des guerres. L'Inde, par contre, avec un potentiel identique, ne peut pas se développer. A l'intérieur des pays arriérés, il y a des mouvements de caractère bourgeois et d'autres de caractère prolétarien ; mais ceux-ci sont si minoritaires (comme les soviets en Russie) qu'ils ne peuvent pas permettre de caractériser la révolution (russe ou autre) qui est le fait des masses paysannes et nullement des ouvriers. Actuellement ce problème n'est nullement à l'ordre du jour, pas plus en Europe (révolution socialiste) que dans les pays sous-développés (révolution bourgeoise du type bolchevik). Sous l'angle des pays industrialisés, pas plus aux U.S.A. qu'en Europe ou en Russie, on ne peut parler actuellement de révolution prolétarienne. Les camarades qui évoquent l'Amérique Latine reprennent le schéma léniniste de la révolution permanente que les trotskystes ont

ressassé depuis cinquante ans : « le capitalisme mondial craquera là où se trouve le maillon le plus faible et cela déclenchera une réaction en chaîne. »

Est-ce que l'analyse économique peut servir à un mouvement pour sa pratique révolutionnaire ?

REPONSE d'un camarade américain :

Cela ne peut pas servir. Le cours de l'histoire est déterminé par l'économie ; le processus qui se déroule actuellement peut se dérouler sur plusieurs siècles.

Cette réponse déclenche des réactions diverses.

La plus opposée émane de camarades qui parlent de « stratégie révolutionnaire à long terme » et qui veulent que l'analyse économique leur serve à « poser des jalons ». D'autres pensent que si on ne voit pas de sens à une telle discussion elle devient un débat d'érudits sans intérêt.

Pour un autre camarade, la critique économique du capitalisme actuel est une nécessité. Au début du mouvement ouvrier, la lutte cherchait à déboucher sur plus de justice, mais ne se référait pas au fonctionnement du capitalisme. Marx pensait que le soutien aux luttes nationales faisait avancer le mouvement historique. Aujourd'hui qu'un tel mouvement s'accélère, on ne ferait pas Les syndicats on pu jouer un rôle réformiste lorsque le capitalisme pouvait accorder des améliorations de 1848 à 1900. Après 1900 on entre dans une nouvelle phase dans laquelle il ne peut plus rien accorder (les 8 h. revendiquées en 1900 sont encore une revendication actuelle) et les syndicats ont maintenant un rôle bourgeois. L'analyse économique peut servir à définir une stratégie révolutionnaire. Dans ce qui s'est passé en France en mai 68 et en Italie en 68-69, déterminer les causes économiques sur le plan international est essentiel.

Les guerres coloniales - leur signification

Pour certains, les guerres coloniales sont un moment de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme car elles remettent en question l'équilibre du capitalisme. Dans leur déclenchement, il y a des difficultés économiques propres au capitalisme dominant (stagnation ou diminution du taux d'accumulation, nécessité de pratiquer l'accumulation primitive dans le pays colonisé).

D'autres camarades insistent sur le caractère de ces guerres à l'époque moderne qui rapidement deviennent le champ de bataille entre impérialismes (mais ceci est considéré comme « schématique » par d'autres). Il y a une quantité de révolutions coloniales et elles ne peuvent rien résoudre ; toute guerre de « libération » est inévitablement prise dans la guerre entre les grandes puissances.

Le débat entre ces deux positions se développe :

— la première position reproche à l'autre de ne pas considérer les luttes nationales dans le cadre général du capitalisme mondial et de les isoler dans leur cadre national.

— la seconde position reprochant à la première de ne pas voir qu'à l'étape présente ces luttes ne peuvent constituer les éléments d'une lutte émancipatrice vers une révolution socialiste.

En réalité, il y a une divergence plus profonde : les premiers ont déjà conclu qu'il existe une crise capitaliste mondiale et une révolution socialiste en marche ; les seconds tirent de l'observation des faits qu'un processus se déroule effectivement depuis 50 ans et qu'il conduit, à très longue échéance, vers une révolution socialiste, mais qu'aucun des événements présents, surtout ceux des pays sous-développés n'en constituent le signe d'un avènement proche. Une autre divergence est également sous-jacente dans ce débat : la nécessité pour les uns d'intervenir donc d'élaborer une « stratégie » ; le désaccord des autres avec cette position.

ITALIE

(de camarades italiens)

Activités et opinions syndicales

Ces deux dernières semaines ont été dominées, en Italie, par les luttes syndicales, principalement dans l'industrie chimique et chez les métallos. Il n'est plus utile de dresser une liste des grèves en cours, ni d'énumérer tous les groupes d'ouvriers qui parcourent les rues de toutes les villes italiennes. Nous signalerons, cependant, les nouvelles dispositions qu'on pris les syndicats :

— Sur le plan national, ils ont décidé d'entreprendre les tractations, sans attendre la fin des luttes, et non comme auparavant, où ils séparaient luttes et tractations en deux temps bien distincts.

— Ils commencent à utiliser les grèves internes à la FIAT de Turin, les ouvriers ayant de moins en moins d'enthousiasme pour les luttes externes qui leur font perdre leur salaire complet et les empêchent de s'organiser.

— Les syndicats ont entrepris des grèves articulées. Ils donnent, à ce mot, deux sens :

- 1) les grèves internes se font par usine, chaque usine, dans une même ville, se met en grève, à son tour.
- 2) les grèves internes, articulées à l'intérieur de l'usine, c'est-à-dire passant d'un département à l'autre et bloquant la production sans mettre tout le monde en grève en même temps (grève déjà faite par les ouvriers de FIAT avant les vacances).

**

Les grèves de ces jours étant principalement celles des syndicats, nous sommes allés interroger un dirigeant syndicaliste de la C.I.S.L. (C.F.D.T.). Il est parmi ceux qui ont les opinions les plus avancées, même à l'intérieur de son syndicat qui est lui-même le plus à gauche des trois syndicats nationaux. Ce n'est donc pas l'avis du syndicaliste moyen, mais il nous donne, cependant, une idée, nous semble-t-il intéressante, des limites d'un syndicat, même avancé.

Interview de Alberto Tridente

Secrétaire général provincial de Turin, pour la F.I.M. (métallos de la C.I.S.L.)

Données pour la FIAT de Turin (120.000 ouvriers dont 40.000 à Mirafiori)

F.I.M. (métallos de la C.I.S.L.) : 2.500 ouvriers, dont 800 à Mirafiori

F.I.O.M. (métallos de la C.G.I.L.) : 2.400 ouvriers, dont 900 à Mirafiori

U.I.L.M. (métallos de la U.I.L. : 6.500 ouvriers, (chiffre approximatif, non connu, l'U.I.L. ne donnant pas de précisions)

S.I.D.A. (syndicat FIAT seulement, lié au patron) : 13.000

Chiffres très particuliers à la FIAT, dans les autres usines, en Italie, les proportions sont l'inverse de celles-ci, et la C.G.I.L. (C.G.T.) a le maximum d'adhérents.

QUESTION : Comment expliques et évalues-tu la stratégie syndicale durant ces luttes pour les contrats ?

TRIDENTE : Le contrat est un passage stratégique. C'est un point d'arrivée (le début des luttes) et de départ (vers d'autres luttes).

Le contrat ne doit pas représenter la fin de la lutte. Cel-

les-ci doivent pouvoir continuer si l'on ne veut pas faire de la classe ouvrière, celle qui restera toujours en bas de l'échelle sociale. On ne peut pas, simplement, obtenir tous les trois ans, un ajustement des salaires, on doit aller plus loin, donner un niveau économique plus élevé à la classe ouvrière.

Nous ne luttons pas pour obtenir l'échelle mobile sur le salaire complet (elle existe déjà sur une petite partie du salaire) parce qu'avec l'échelle mobile, les salaires sont, de toutes façons, ajustés avec trois mois de retard sur la hausse des prix. Donc, elle ne sert à rien. On devra plutôt arriver à une lutte permanente à l'intérieur de l'usine pour atteindre les objectifs des ouvriers.

Sur ce problème, les syndicats sont encore en retard à Turin (accord parfois difficile entre les syndicats eux-mêmes), d'une part à cause du bureaucratisme, d'autre part, parce qu'ils n'ont pas une très grande force chez FIAT (20 % des ouvriers sont syndiqués). Ceci est dû à 20 ans de forte répression patronale et à la création des deux syndicats liés au patronat : U.I.L. et S.I.D.A.

QUESTION : Peut-on dire que la stratégie des syndicats, au cours des luttes actuelles, a été influencée par les grèves sauvages de mai à juillet ?

TRIDENTE : Non, elle n'a pas changé. Les grèves internes et articulées, par exemple, cela fait des années qu'elles existent dans d'autres usines. Ce qui est nouveau à FIAT, c'est qu'on puisse les faire.

QUESTION : Que représente l'unité syndicale actuelle, le fait que la C.G.I.L., la C.I.S.L. et U.I.L. luttent ensemble cette année ? Est-ce une unité seulement tactique pour cette époque des contrats ?

TRIDENTE : Cette unité doit devenir un fait réel aussi au-delà du renouvellement des contrats. On peut espérer qu'elle sera tout à fait réalisée dans 4 ou 5 ans. Nous devons lutter, dès maintenant tous ensemble, mais il existe des dangers :

— que cette union syndicale devienne une administration bureaucratique du genre des syndicats allemands, suisses ou américains, et qu'elle soit moins combative ;

— que le P.C.I. ait une forte influence sur l'union syndicale et que celle-ci se mette à suivre le cadre stratégique du gouvernement et devienne une administration bourgeoise.

QUESTION : Vous avez décidé de commencer les tractations avec le patron au cours des luttes. Ceci est un fait nouveau, quelle sera la réaction du patron.

TRIDENTE : Les deux nouvelles revendications que nous faisons sont : augmentations égales pour tous, et tractations durant les luttes (pour arriver à un accord sur ces revendications, il a déjà fallu beaucoup de temps pour pouvoir persuader l'U.I.L.M., en particulier).

Nous devons encore nous battre passablement avant de pouvoir faire accepter cela au patron. Il ne veut pas commencer les tractations, tant qu'il n'est pas certain, qu'ensuite, les luttes ne reprendront pas (et qu'elles ne recommenceront pas, par exemple, dès le début de l'année prochaine). Le patron veut imposer des limites au contrat.

QUESTION : Que se passera-t-il après la signature du contrat ?

TRIDENTE : Certainement rien jusqu'à l'année prochaine. Les gens seront fatigués, et on sera pour ainsi dire au mois de décembre, avec les fêtes et le besoin d'argent. Mais ensuite, en janvier, mars, on doit abso-

lument reprendre les luttes articulées au niveau de chaque usine. C'est le seul moyen pour attaquer réellement le patron et diminuer la production (actuellement 6.000 automobiles par jour).

QUESTION : Quelle est l'attitude des syndicats par rapport à l'exigence d'une révolution ? Et toi, qu'en penses-tu ?

TRIDENTE : Je crois qu'un jour on devra arriver à une révolution, parce que le système actuel est complètement faux. Les syndicats ne peuvent pas accepter ce système, et les luttes syndicales sont orientées contre le système et dans le but d'arriver à changer quelque chose. On ne peut cependant pas changer tous ensemble, et, dans la phase actuelle, ce n'est pas encore le moment de faire la révolution, les gens n'y sont pas préparés et les possibilités objectives n'y sont pas. Le Mai français l'a prouvé. De toutes façons, le devoir d'un syndicat n'est pas de faire la révolution. La révolution ne se fera pas avec des revendications salariales, sociales, elle se fera avec les armes.

QUESTION : Que penses-tu d'un groupe spontanéiste comme LOTTA CONTINUA ?

TRIDENTE : LOTTA CONTINUA fait fausse route, principalement pour trois raisons :

- 1) Elle se met contre les syndicats, et, cela, détruit l'organisation des ouvriers (qu'essaie de faire le syndicat).
- 2) C'est un groupe absolument spontanéiste, et, par conséquent, incapable, sans organisation, d'avancer et de servir à quelque chose.
- 3) C'est un groupe aventuriste puisqu'il croit qu'il est actuellement possible de faire la révolution.

Rome, le temps des occupations

80.000 personnes, ceux qu'on appelle les « baracati » vivent dans des baraques à la périphérie de Rome.

Lundi 6 octobre, ils organisaient une marche de protestation dans le centre de la ville, menaçant d'occuper à nouveau (comme la semaine précédente) d'autres appartements vides des quartiers résidentiels.

Samedi 11, ce sont déjà 7 maisons locatives qui sont occupées par 970 familles.

Le conseil communal étudie le problème. Entre temps, dans leurs nouvelles habitations, les « baracati » s'organisent. Ils n'ont pas apporté tous leurs meubles, incertains qu'ils sont de leur avenir. Les plus décidés s'installent pour de bon : « nous brûlerons les baraques, ainsi le gouvernement ne pourra pas nous chasser d'ici ». Dans les immeubles occupés, on a créé des « comités d'agitation » et des « comités de maison » pour résoudre les problèmes les plus urgents. Aux fenêtres, des pancartes expliquent les raisons de l'occupation.

Turin, on occupe aussi

Depuis 20 ans, la FIAT n'avait pas été occupée. Sa plus grande usine, Mirafiori nord, l'a été durant la nuit de vendredi 10 à samedi 11 octobre.

Vendredi, les syndicats organisèrent 4 heures de grève interne, sur le tas. La deuxième équipe (qui travaille de 14 à 23 h.) continue au-delà des 4 h. officielles et prolonge la grève, de 4 h. encore. Une manifestation est décidée. Elle traverse les lignes de montage et va jusqu'au bâtiment des employés. Ceux-ci, dans leur totali-

té, sont contraints à abandonner leur travail. Les étudiants sont aux portes des employés, encourageant les ouvriers qui se rassemblent sur la place qui entoure le bâtiment, à l'intérieur des portails. La police, alors, elle aussi arrive sur les lieux et s'empare de deux étudiants. L'un est emmené tout de suite, tandis qu'on met les menottes à l'autre. Voyant ce qui se passe à l'extérieur, les ouvriers ouvrent le portail et sortent en masse. Ils prennent l'étudiant des mains de la police et l'entraînent à l'intérieur de l'enceinte. Le portail est refermé ; la police commence à lancer des bombes lacrymogènes à l'intérieur des murs, bombes qui lui sont relancées immédiatement.

Une assemblée dans l'usine rassemble quelques 4.000 ouvriers. Il faut décider comment continuer la lutte. Une proposition est faite : occuper. Qui n'est pas d'accord doit l'exprimer... 4 mains se lèvent. L'occupation est décidée. On fait des pancartes « Mirafiori occupata » à suspendre aux grilles des portails.

A l'extérieur, devant les portes, il y a foule. La police est arrivée en force. A 22 h. 30, c'est l'entrée de l'équipe de nuit. A 23 h., heure de sortie de la seconde équipe, des masses d'ouvriers s'assemblent derrière les portes. Certaines s'ouvrent pour leur laisser le passage, d'autres sont bloquées de l'extérieur par des groupes d'étudiants et d'ouvriers, ou de l'intérieur par des ouvriers qui font le piquet. Les ouvriers qui ne veulent pas occuper, et ils sont une immense majorité, forcent les portails ou sortent au moyen d'échelles posées contre les murs.

Différents bruits courent : ils sont encore mille qui restent pour l'occupation ; il n'y en a pas plus d'une centaine...

Aux portes des lignes de montage, les flics ont mis leurs casques, vont-ils attaquer ? Ils ont l'air de se placer de manière à surveiller de près tous les groupes d'ouvriers, d'étudiants, d'habitants du quartier, qui discutent et attendent là, devant l'usine.

Le temps passe... nuit froide, sans incident. Les ouvriers de la deuxième équipe ont décidé de sortir après l'arrivée de ceux de la première, samedi matin. Le patron ne pourra pas ainsi fermer les portails et déclarer un lock-out. A 5 h. donc, entrée normale des ouvriers de la première équipe. A 6 h., ceux de l'équipe de nuit et la petite centaine d'ouvriers qui ont occupé, sont dehors.

Reprise normale du travail. Au bar, puis en assemblée, différentes évaluations de la situation se font. Le sens de cette occupation ? une preuve de la réalité de l'autonomie ouvrière, disent certains, pour d'autres, ce n'est qu'une plaisanterie : parler d'occupation avec 100 ouvriers qui restent dans l'usine. Il semble, de toute façon, qu'on puisse parler d'autonomie, il a suffi que les grèves internes reprennent pour que, tout de suite, les ouvriers inventent de nouvelles formes de lutte et dépassent les syndicats. Il y a comme chez Pirelli à Milan, comme à Porto Marghera près de Venise, chaque semaine, de nouvelles tentatives d'exprimer la volonté des ouvriers. Ce qui manque, c'est l'organisation, l'emploi réel de cette volonté et de cette force.

Vendredi 10, il s'est également passé un phénomène important à la Lancia de Turin où les ouvriers ont envahi les bureaux des employés et les ont contraints à arrêter le travail.

BELGIQUE

(TEXTE DE CAMARADES BELGES)
SITUATION ECONOMIQUE et SOCIALE :

Wallonie : L'économie wallonne est basée sur des ressources industrielles de type ancien (charbon, sidérurgie, textiles...), ce qui, dans le cadre du capitalisme, explique une récession croissante (1), traduite principalement par des fermetures d'entreprises, des « rationalisations », du chômage. En particulier, la crise européenne du charbon frappe sévèrement l'exploitation minière wallonne. De plus, le prolétariat wallon, par ses traditions de lutte séculaires, se révèle plus exigeant dans ses revendications salariales et de conditions de travail, donc moins rentable pour le patronat (2).

La Flandre, par contre, (ainsi que Bruxelles) est au premier chef centrée sur des industries de type nouveau (sidérurgie maritime, produits chimiques, pétrochimie, construction automobile...), plus liées aux flux et reflux du capitalisme mondial. L'industrie flamande profite de l'exode des capitaux implantés en Wallonie. L'industrialisation récente (25 ans) a entraîné la naissance d'un prolétariat jeune, d'origine agricole, sans traditions de lutte (3), et par là, plus rentable ; cette rentabilité est d'ailleurs accrue par la forte poussée démographique dans les Flandres, qui jette une main d'œuvre nombreuse sur le marché d'esclaves du capitalisme belge.

Il découle donc que les conditions objectives, différentes, motivent des luttes différentes : une région peut être ébranlée avec une incidence réduite dans l'autre, même si cela déplaît à un certain ultra-gauchisme idéologique qui considère l'internationalisme prolétarien comme un fait acquis. Toutefois, il serait erroné de schématiser et d'appliquer ces généralités à l'ensemble de la Flandre et de la Wallonie : si l'industrie de type nouveau (surtout les implantations américaines - 4) est dispersée et peu répandue en Wallonie, des régions entières des Flandres sont soumises au régime ancien ; ainsi, les charbonnages de la Campine limbourgeoise et les textiles de Gand et de la vallée de la Lys. Elles sont donc plus liées au mouvement de l'économie wallonne (cf. les grèves de Zwartberg et du textile gantois).

LA QUESTION LINGUISTIQUE :

Elle se greffe sur la situation économique qui vient d'être décrite. De même que la crise qui agite l'Irlande du Nord, il s'agit d'un faux problème. Mais, tandis que, dans ce dernier cas, le niveau de la lutte de classes se dégage aisément du conflit religieux, les enchevêtrements de la question linguistique belge sont beaucoup plus complexes.

Elle est mise en avant principalement par la fraction de la classe possédante qui est plus liée aux situations économiques régionales (professions libérales, propriétaires de petites entreprises) et qui est par là moins susceptible de participer directement à l'extraction des marons du feu par la grosse bourgeoisie belge. Il faut donc comprendre son mot d'ordre de « Fédéralisme » dans le cadre d'une lutte d'intérêts entre deux parties de la bourgeoisie. Toutefois, si le fédéralisme peut présenter un certain avenir pour une Flandre capitaliste débarrassée du poids mort de la Wallonie, il constitue purement et simplement, appliqué à celle-ci, un mot d'ordre réactionnaire, même dans l'ordre capitaliste, en ces temps d'internationalisation et de concentration du ca-

pital. Mais dans les deux cas, il est utilisé pour détourner la population de la cause réelle de ses maux.

Ce mot d'ordre, présenté comme la solution-miracle qui empêchera la Belgique de sombrer dans le marasme, n'a, bien entendu, rien de commun avec ce que nous entendons par « fédéralisme », élément d'un programme révolutionnaire d'ensemble : à savoir, une fois réalisée l'internationalisation du prolétariat, la libre fédération des communautés possédant une tradition culturelle (au sens anthropologique : langue, passé historique, culture littéraire et artistique, etc...) commune. Nous ne nions d'ailleurs pas qu'il ait existé, qu'il existe et qu'il puisse probablement toujours exister de légères frictions (chauvinisme, par exemple) entre peuples de cultures différentes : dans ce cas-ci, assemblés artificiellement lors de la création de l'état belge en 1830, les Flamands, de culture germanique, et les Wallons, de culture latine. Mais il n'y a pas de commune mesure entre un tel état de fait et son exacerbation, depuis le début des années 60, par la démagogie raciste de la bourgeoisie.

Si la question linguistique a produit au fil des années des remous de plus en plus violents au sein des trois grands partis traditionnels, à savoir (de la droite au centre-droit), le Parti pour la Liberté et le Progrès (P.L.V.), le Parti-Social-Chrétien (P.S.C.) et le Parti Socialiste (P.S.B.), ses héros sont concentrés dans deux partis en apparence antagonistes :

— en Wallonie, le *Rassemblement Wallon* (R.W., démocratie bourgeoise, avec quelques tendances gaullistes, qui totalisa environ 10 % des voix wallones aux élections d'avril 1968. Son argumentation démagogique peut se résumer en une seule phrase : les Wallons sont opprimés économiquement par les Flamands. La ligne de ce parti a de profondes répercussions dans l'orientation politique des masses ouvrières wallones, surtout après que les syndicats, pour désamorcer les grèves de 60-61, leur eussent jeté l'os du fédéralisme à ronger (5). Le thème est repris en chœur par le P.S.B. et le Parti Communiste (sections wallones) (6).

— en Flandre, la *Volksunie*, à tendances plus nettement fascistes (beaucoup de ses cadres sont d'anciens rexistes ou collaborateurs du nazisme) : près de 20 % des voix flamandes aux élections de 1968. Le thème qu'elle s'est inventée est « l'oppression culturelle des Flamands par les Wallons ». Il n'a bien entendu de valeur que pour exacerber le « sentiment d'infériorité » latent chez le petit bourgeois flamand, sans unité linguistique (7), au passé littéraire réduit, mis face à la Wallonie, francophone dans sa totalité et jouissant par là de l'héritage culturel de la France. Si après 1830, les Flamands furent soumis à de réelles brimades au point de vue linguistique de la part de la bourgeoisie francophone qui dominait le pays (8), l'institutionnalisation du bilinguisme en 1931 devait remettre le flamand sur un pied d'égalité avec le français et mettre fin à l'oppression.

PERSPECTIVES D'AVENIR :

Les lignes qui précèdent sont destinées à éclairer la crise sociale que nous attendons en Belgique dans les mois à venir. Trois phénomènes au moins laissent entrevoir cette possibilité :

— le chômage en progression constante, frappant surtout les jeunes et n'épargnant pas les intellectuels. La Wallonie, à elle seule, compte plus de 100.000 chômeurs (9) ;

— la hausse sensible du coût de la vie qui s'est mani-

festée dans le cours de l'année 69 (liée à la récession économique, à la fermeture des marchés) ;

— on comptait sur l'application en 1970 de la T.V.A., sur l'accroissement énorme du coût de la vie qu'elle devait entraîner (10 %), ainsi que sur les formes particulièrement grossières qu'adopte l'usage du nouvel impôt (10), pour constituer l'occasion de déclencher la fête. Le gouvernement a senti l'oignon, et vient de décider de postposer cette application d'un an : ses explications ne trompent personne.

Il y a lieu d'être relativement pessimiste quant au déroulement d'une éventuelle explosion sociale :

— la situation économique exposée ci-dessus rend un hiatus possible entre, d'une part, la Wallonie et certaines régions flamandes et, d'autre part, le reste du pays. Des entités économiques aussi réduites à l'échelle mondiale ne pourraient à elles seules connaître qu'un socialisme mort-né ! Le seul espoir dans ce domaine réside au minimum dans la mise en branle de l'Europe occidentale.

— il est plus que probable que l'explosion soit détournée sur le problème linguistique, pour les raisons expliquées plus haut.

— les expériences de l'agitation étudiante dans le cours de la dernière année semblent montrer qu'il ne faille guère compter sur les étudiants comme force d'appoint dans le combat de la classe ouvrière, du moins dans un premier temps. Le seul travail effectif de liaison a été réalisé, à une échelle réduite, par le S.V.B., équivalent flamand du S.D.S. allemand, sans correspondant en Wallonie (par exemple dans les grèves de Genk).

— si la jeunesse ouvrière (ainsi que les travailleurs émigrés) montre de sérieuses dispositions au combat révolutionnaire, par sa situation défavorisée, son aptitude à ne pas se laisser refaire par les syndicats et les partis, il n'en va pas de même pour les travailleurs âgés ; ceux-ci sont encore sous le coup de la trahison et de la déception des grèves de 60-61. La principale leçon des grèves, à savoir la nécessité de l'instauration de Conseils Ouvriers extra-syndicaux, n'a guère laissé de traces (11).

— enfin, last but not least, le poids et la force des syndicats est chose non négligeable : 75 à 90 % des salariés en font partie (12). Leur degré de pourriture et d'intégration est intermédiaire à celui des syndicats français et des syndicats allemands ou hollandais.

— F.G.T.B. : plus de 950.000 adhérents, émanation du P.S.B.

— C.S.C. : plus de 1.000.000 d'adhérents, émanation du P.S.C. et surtout implanté en Flandre.

— Syndicat libéral : plus ou moins de 200.000 adhérents, émanation du P.I.P. (ex-Parti Libéral), syndicat folklorique et jaune, connaissant une certaine expansion au niveau des petites entreprises dédaignées par les grands syndicats.

— Syndicats autonomes.

La F.G.T.B. a encore actuellement un plus grand poids idéologique et bureaucratique, la C.S.C. n'ayant connu que récemment une augmentation très forte de ses effectifs, suite à la poussée démographique dans les Flandres. Il faut, dans ce noir tableau de la puissance syndicale, souligner une chose positive : il existe une

contradiction de poids entre, d'une part, l'attitude réformiste et la cohérence pesante des syndicats et, d'autre part, les attitudes purement droitières et les divisions internes des partis dont ils sont sensés être les émanations. Sources de conflits et de dégradation ?

(1) *Le seul secteur qui montre des signes de prospérité (d'ailleurs très conjoncturelle) est celui du bâtiment.*

(2) *D'où, malgré un chômage excessif, même comme marge de sécurité du régime capitaliste, l'importation de main-d'œuvre émigrée ou flamande (journalière dans ce dernier cas).*

(3) *Dans un combat, c'est aussi pour cela qu'il se fera moins facilement baisser par le syndicat, contrairement aux ouvriers wallons, dont le syndicat fut au siècle dernier la première expression de lutte organisée.*

(4) *Le capital américain tient totalement la Belgique sous sa dépendance, venant pallier l'exode par suite d'investissements à l'étranger (surtout au Congo) de la plupart des capitaux nationaux (80 %, dit-on). Cf. le rachat récent des A.C.E.C. par Westinghouse, le vendeur, le baron Empain, allant investir aux Etats-Unis.*

(5) *Pour les détails, voyez Socialisme ou Barbarie n° 32, avril-juin 1961.*

(6) *Le P.C. n'est en Belgique que le groupuscule le plus ancien, le mieux implanté, et comptant le plus de membres.*

(7) *Il n'y a pas de langue flamande parlée, mais bien quatre dialectes distincts, dérivés du néerlandais.*

(8) *Les tribunaux, le patronat, l'administration, l'armée, l'épiscopat étaient francophones, ce qui les coupait totalement des masses flamandes.*

(9) *Population de la Wallonie : + ou - 3 millions 1/2
Population de la Flandre : + ou - 4 millions
Population de l'agglomération bruxelloise : + ou - 1 million 1/2*

(10) *Les sommes que le nouvel impôt doit rapporter au trésor belge sont versées indirectement aux capitalistes, par la détaxation des investissements et des exportations.*

(11) *Le P.C. et les trotskistes du Parti Wallon des Travailleurs (B.W.T.) - tendance Mandel, sont profondément intégrés dans les syndicats. L'opposition extra-syndicale conseilliste, anarchiste ou maoïste, est réduite à sa plus simple expression.*

(12) *Ce chiffre, s'il est significatif, n'est pas à prendre dans l'absolu : les syndiqués jouissent de nombreux avantages officiels par rapport aux non-syndiqués.*

ADDITIFS

1) Une période de surchauffe économique se manifeste en Belgique depuis les trois ou quatre derniers mois, dont les symptômes ne se sont révélés nettement que depuis peu ; ainsi, la sidérurgie développe sa productivité au maximum et le nombre de chômeurs en Wallonie est tombé à 75.000 (chiffres officiels). Mais la politique des prix n'a pas encore varié.

Toutefois, cette période de haute conjoncture ne nous paraît être qu'un accident de parcours dans la courbe générale de la récession du capitalisme belge.

2) Westinghouse vient de décider de différer, sinon d'annuler le rachat des A.C.E.C.

) Un camarade hollandais fait remarquer - en complément de la note 8 que l'article, d'une part, minimise l'importance de la littérature flamande, d'autre part, voit l'établissement de l'égalité linguistique d'une manière formelle. En effet ces mesures ne changeaient rien de la situation réelle : les dirigeants, de culture française, continuent de s'exprimer en français, ce qui, pour les ouvriers flamands, continue à matérialiser la coupure d'une classe dominante.

4) Des grèves sauvages ont éclaté en septembre dans des charbonnages de la région de Liège, mais on possède peu d'informations à ce sujet.

5) I.C.O. a publié plusieurs textes sur la Belgique :

- mars 59, (texte spécial) le Borinage - témoignage sur 15 jours de grève ;
- mars 66 - n° 46 - La grève des mineurs de Zwartberg ;
- juin 66 - n° 50 - Herotal - La grève des femmes de la FN ;
- novembre et décembre 68 - n° 75 et 76 - La grève aux usines Ford de Genk.

U. S. A.

d'un camarade des U.S.A.

La situation de la gauche américaine a été assez bien décrite dans un article du Guardian (6 septembre). Le Guardian est un hebdo assez ancien, qui fut très proche du P.C. autrefois, mais qui maintient maintenant une relative indépendance à l'égard des différentes sections de la gauche. Dans un article intitulé Deux pas en arrière, le Guardian déclare : « La gauche radicale des U.S.A. croît numériquement. Elle commence à développer une sérieuse critique politique du capitalisme. Elle est capable de gagner de petites batailles... Et néanmoins elle est dans une mauvaise situation ».

Le Guardian

se réfère essentiellement à la quasi hystérie qui déferle sur une partie de la gauche (S.D.S., Panthers, P.L.), concrétisée par des méthodes totalitaires à l'intérieur des organisations et dans les rapports avec les organisations sœurs. L'intimidation, le chantage politique, les insultes les plus absurdes (raciste, traître, nazi, etc...), sans exclure la violence physique, remplacent la discussion idéologique. A première vue, ceci paraît une critique superficielle. D'autres critiques, plus sérieuses, peuvent être faites et ont été faites : l'impossibilité ou plutôt l'incapacité actuelle de la gauche à toucher les ouvriers, et même une tendance à l'élargissement du fossé entre la gauche et les ouvriers. Mais les méthodes ne sont pas un accident isolé, mais reflètent une crise idéologique qui apparaît assez clairement dans l'évolution de deux groupes : S.D.S. et les Black Panthers.

Indépendent Socialist (sept 69)

contient un long, mais excellent article sur la scission de S.D.S. en juin 69 à Chicago. De l'avis de tous les observateurs sérieux, ce congrès a été un des plus lamentables de l'histoire de l'avant-garde américaine : L'obstruction, l'intimidation physique, les vociférations, le mépris total des procédures démocratiques ont précédé une scission faite sous de telles conditions qu'il apparaît difficile de dire qui représentait la majorité. Dans ces conditions, il est difficile de résumer les positions en présence.

Disons tout de suite que S.D.S. n'était pas une organisation très structurée, mais une union assez lâche de groupes avec une grande autonomie. Le mouvement débute sur des bases très vagues : la lutte contre les for-

ces d'oppression et l'instauration d'une véritable démocratie... Méthodes : action et organisation à la base. Ceci engloba des actions très diverses : défense de Cuba, batailles dans les universités, organisation des pauvres, etc... L'accent était mis sur l'action, et la théorie méprisée, comme une des perversions des croûlants de la vieille gauche.

Graduellement, la situation changea avec l'irruption sur la scène politique du mouvement noir, le guévarisme, la guerre du Viet-Nam. S.D.S. joua un rôle de plus en plus important, si bien qu'il partage avec les Panthers l'honneur d'être la cible numéro 1 des agences de répression. Mais à travers ces batailles, la nécessité d'une perspective politique, d'un programme devint de plus en plus pressante. Tâche difficile, vu les préjugés du mouvement et la situation sociale particulière des étudiants. C'est au milieu de cette évolution difficile que les Maoïstes, PROGRESSIVE LABOR PARTY, entrèrent en scène.

Disciplinés, avec une réponse pour chaque question, les Maoïstes gagnèrent assez vite une grande influence dans S.D.S. et organisèrent leur propre fraction : Worker-Student Alliance (W.S.A.). Certes, leur dogmatisme, arrogance, et brutales tactiques provoquèrent beaucoup d'hostilité parmi certains vétérans de S.D.S., mais cette hostilité ne se traduisit pas dans l'élaboration d'une autre perspective. Les adversaires de P.L. formèrent leur propre fraction : Revolutionary Youth Movement (R.Y.M.) groupée autour de la direction de S.D.S. et menèrent la bataille contre P.L. en lui empruntant sa terminologie et aussi ses méthodes.. C'est la tendance R.Y.M. (loin d'être homogène, comme nous le verrons) qui se retira du congrès, se déclara majoritaire, et expulsa les Maoïstes de S.D.S.

P.L., les autres fractions de S.D.S., les Panthers, se réclament tous plus ou moins du président Mao. Néanmoins, malgré ce vocabulaire ambigu, les divergences sont profondes, centrées essentiellement autour de la question nationale. Indubitablement, les positions de Marx and Lénine (et surtout la pratique léniniste) contiennent beaucoup de contradictions, mais P.L. a fabriqué, à grand renfort de citations, une position léniniste-staliniste-maoïste sur la question nationale qui le place à contre pied de tous les autres léninistes » et le placera certainement bientôt en dehors du courant maoïste.

Pour P.L., les noirs américains sont super-exploités, mais non en tant que noirs, mais comme fraction de la

classe ouvrière. Ils ont certes des griefs particuliers, mais ceux-ci doivent être formulés sur une base de classe. L'organisation des noirs dans les usines (en progrès dans l'automobile) n'est pas condamnée, mais doit être abandonnée au profit d'une organisation bi-raciale, toujours possible d'ailleurs, si l'on explique patiemment aux ouvriers blancs que le racisme joue contre leurs intérêts, etc... Attitude théoriquement correcte, mais qui en pratique signifie subordonner la combativité des ouvriers noirs à l'évolution problématique des ouvriers blancs. De plus, une attitude critique (absolument nécessaire) des courants nationalistes noirs (nous verrons plus loin que les Panthers ne sont pas nationalistes) ne signifie pas nier le fait que les noirs, à l'heure actuelle, réagissent en tant que noirs et non comme prolétaires. La majorité de leurs batailles ne se déroulent pas d'ailleurs sur le plan de la production.

P.L. attaque aussi les revendications des noirs dans les collèges comme réformistes, sans se soucier du fait que sa tactique syndicale prête le flanc aux mêmes critiques. P.L. attaque aussi le Nord-Vietnam pour ses tractations avec les américains et sa capitulation devant les russes. Ajoutons aussi que, tout en plaçant l'accent sur le travail en usine, la conception de l'alliance « ouvriers-étudiants » de P.L. arrive en fait à dénier toute autonomie aux étudiants sans pour cela les « rapprocher » des ouvriers. Les adversaires de P.L. considèrent que la fonction de l'alliance est en fait de constituer un réservoir de futures recrues pour P.L.

Le congrès de S.D.S. prit place quelques mois après le solennel et officiel soutien donné par la direction de S.D.S. aux Black Panthers comme représentant l'avant-garde non seulement des noirs mais de la révolution aux U.S.A. La rupture était donc inévitable. Il restait à créer l'incident propre à la précipiter. Il fut fourni par des délégués des Black Panthers et autres minorités et groupes qui demandèrent que S.D.S. fasse un choix entre P.L. et « les masses coloniales exploitées » des U.S.A.

La scission accomplie, nous avons donc deux groupes prétendant être le vrai S.D.S. Le S.D.S. anti-P.L. est loin d'être homogène. En fait, deux grandes tendances ont émergé au congrès du S.D.S. après la scission, toutes deux d'accord d'ailleurs pour étouffer la voix des tendances mineures (trotskystes, I.S., etc...).

La première tendance est Weatherman (trop long à expliquer...) dite aussi R.Y.M.1. Anthithèse complète du P.L... La contradiction essentielle dans le monde est entre l'impérialisme et le tiers-monde. Aux Etats-Unis, le fer de lance de la révolution est l'avant-garde des minorités raciales. Weatherman est à peu près muet sur le rôle du prolétariat américain, si ce n'est que son action ne doit être conçue que comme un soutien de la révolution anti-impérialiste aux U.S.A. Toute autre attitude est raciste. En fait, Weatherman est en retard sur les Black Panthers. Cette tendance est la plus « primitive » dans S.D.S., exaltant l'action pour l'action, prônant même plus ou moins explicitement la guérilla urbaine, et incline à des conceptions absolument aventuristes, substituant l'action d'un groupe à celle de la classe. Les choses vont si loin que les deux tendances de S.D.S. anti-P.L. envisagent des manifestations séparées à Chicago en octobre pour protester contre l'actuel procès des 8 leaders radicaux. Weatherman pousse à la confrontation physique.

La deuxième tendance est connue comme R.Y.M. II. Se distingue essentiellement de Weatherman dans la mesure où une grande attention est donnée à la classe ouvrière et par le vocabulaire « marxiste » qui reflète l'origine de ses leaders venus soit de P.L. ou du P.C. Ceci dit, l'analyse fondamentale est la même... Ils insistent sur le fait que les ouvriers blancs profitent de l'exploita-

tion des noirs et leur premier devoir est de soutenir les revendications des noirs.

Voilà pour S.D.S.... Il y aurait beaucoup à dire sur les raisons profondes de cette orientation inquiétante, de ce renouveau des méthodes et idéologies stalinienne chez ces jeunes.

On peut mentionner des phénomènes purement américains : le complexe de culpabilité, le désir d'expiation en ce qui concerne les noirs chez certains. En général, le désarroi, l'impatience, le sentiment de frustration des jeunes en face d'une classe ouvrière encore solidement conservatrice, et le désir de chercher des appuis et des modèles à l'extérieur (Russie, Che, Cuba, Chine, etc...). Enfin, il n'est pas saugrenu d'imaginer que sous ces conditions puisse se développer chez ces jeunes, en l'absence d'un mouvement réel de la classe ouvrière, une sympathie pour des méthodes bureaucratiques, une propension à se substituer à la classe autant que cela sera nécessaire.

The Black Panthers

A l'heure actuelle, les Panthers essaient de survivre face à une répression policière sans précédent depuis la chasse aux rouges de l'après-guerre 14-18. Le fondateur du parti, Huey Newton est en prison (assassinat d'un policier d'Oakland). Le trésorier, Bobby Hutton (17 ans) a été abattu par la police d'Oakland durant un long échange de coups de feu entre la police et les Panthers. Ont été aussi inculpés après cette fusillade David Hilliard (en liberté sous caution) et Elridge Cleaver. Cleaver, ancien convict qui s'éduqua en prison et écrivit un livre remarquable « Soul on ice », était en liberté provisoire. Contraint de purger le reste de sa peine en attendant d'autres inculpations, Cleaver choisit l'exil et est maintenant quelque part en Afrique. Le président actuel du parti, Bobby Seale, est maintenant entre les mains de la police de Chicago. Il doit répondre, avec 7 co-accusés, de la grave accusation de conspiration contre l'ordre établi dans les sérieuses bagarres qui eurent lieu l'année dernière à Chicago durant le congrès démocrate. Il est de plus accusé d'avoir commandé l'exécution d'un membre du parti accusé d'être un mouchard.

Non seulement la direction politique des Panthers est virtuellement décapitée, mais une bonne centaine de membres du parti sont en prison sous des charges très sérieuses, avec des cautionnements trop élevés pour obtenir leur mise en liberté provisoire.

Il doit être précisé que, nés dans le ghetto d'Oakland, les Panthers ont une certaine affinité avec les lumpens. De plus, le caractère équivoque du mouvement à ses débuts a attiré nombre d'éléments criminels ou sauvagement racistes. Le parti a fait son éuration et a expulsé plus de cent membres dans la région de San-Francisco, depuis le début de l'année. Il est possible, néanmoins, que certaines charges individuelles soient fondées. Il est certain aussi que des éléments tarés soient devenus une proie facile pour le F.B.I. et lui fournissent des témoins dociles. Ce qui est indubitable, et les preuves abondent, c'est que les diverses organisations policières veulent la peau des Panthers et envahissent leurs locaux, arrêtent leurs militants, les inculpent sous les charges les plus fantastiques (bombes à NY) et foulent aux pieds les procédures démocratiques et habituelles.

La répression prend place au moment où les Panthers sont en pleine évolution idéologique... Assez ironique dans un sens. Le parti a clairement exprimé qu'il ne saurait y avoir de self-détermination pour les noirs dans le cadre du régime capitaliste. L'alliance avec les autres victimes du capitalisme est donc nécessaire, alliance avec les pauvres blancs, puerto-ricains, mexicains, radicaux blancs. Quelles puissent être leurs outrances de langage

et leur confusion idéologique, les Panthers ne sont pas racistes et Cleaver a très bien exprimé sa position dans une lettre à Carmichael : « la souffrance n'a pas de douleur... les victimes de l'impérialisme, colonialisme, appartient à toutes les races et ils ont besoin de s'unir sur des principes révolutionnaires plutôt que sur une couleur de peau ». Si l'on veut faire intervenir des explications d'ordre psychologique, il n'est pas indifférent de rappeler que les Panthers ont toujours été maîtres chez eux, tandis que Carmichael semble avoir été marqué par son activité à S.N.C.C. ou collaboraient noirs et blancs.

On ne saurait dire que les Panthers ont beaucoup recouru... la discipline est sévère, leur code de moralité rigoureux, l'endoctrinement poussé. Ceci décourage beaucoup de jeunes lumpens pour qui l'adhésion aux Panthers signifie être armé et avoir licence de tuer ou piller. De plus, comme le notait récemment un journaliste dans une excellente étude (Ronald Steel « The Black Panthers » The New York Review of Books, sept. 11) le nouvel adhérent au parti a une bonne chance d'atterrir en prison ou de mourir de mort violente. Néanmoins, le prestige des Panthers a grandi dans les ghettos à travers leurs programmes sociaux et surtout parce qu'ils n'hésitent pas à parler haut et clair dans les multiples confrontations entre la population noire et la police.

Les Panthers gardent leur armes et ont prouvé qu'ils savaient s'en servir. Peut-être en partie sous l'influence de la répression, ils semblent aussi décidés à donner une image plus rassurante et à élargir leurs contacts avec les radicaux blancs. Ils n'ont malheureusement pas échappé à l'hystérie (mentionnée plus haut) qui déferle sur une partie de l'avant-garde américaine. En juillet, ils convoquèrent une conférence contre le fascisme où la discussion fut étouffée, les militants de P.L. expulsés, la distribution de tracts de I.S. et Spartakus interdite, et les contradicteurs traités de fascistes et racistes. S.D.S. (R.Y.M.), qui avait pourtant expulsé les Maoïstes par solidarité avec les Panthers, ayant osé questionner une tactique des Panthers (contrôle de la police par les citoyens) s'est vu traiter de révolutionnaire en peau de lapin, raciste, etc... Ces méthodes ont soulevé l'indignation d'un journaliste noir (Lester, du Guardian) qui est pourtant peu enclin à ménager les alliés blancs des groupes noirs. Le dernier allié en date des Panthers semble être les Young Patriots, anciens blousons noirs politiques avec qui les Panthers peuvent peut-être avoir plus d'affinité qu'avec les étudiants de S.D.S. En même temps, il faut signaler un rapprochement entre les Panthers et le C.P.... les Panthers brandissent néanmoins le livre rouge de Mao tandis que la presse de P.L. tonne à boulets rouges contre eux, les accusant de toutes les déviations nationalistes et réformistes possibles...

Confusion idéologique, et démente, I.S., les trotskystes, et quelques petits groupes sont seuls à garder leur tête froide dans ce cirque. Il n'y a pas de recette magique pour toutes les situations, particulièrement sur le front du travail, mais entre les aberrations de P.L. qui nie le problème noir et celles de S.D.S. qui nie, en fait, le problème blanc, la position de I.S., toute de principe, me paraît juste : soutenir les demandes des noirs en les élargissant sur un problème que les blancs peuvent soutenir. C'est possible dans beaucoup de cas, dans les boîtes comme sur les campus. Pas toujours, je le crains.

Pour S.D.S., la position de I.S. est de ne pas choisir entre la peste et le choléra... Rester dans S.D.S., mais lutter pour que les groupes s'affilient aux DEUX S.D.S. afin de mener la bataille contre les deux tendances...

Bien difficile de tracer des perspectives... Plusieurs événements en cours à surveiller : le procès des 8 à Chicago qui mettra la législation anti-émeute à l'épreuve (un bon test). Les manifestations contre la guerre pré-

vues en octobre. Il y a quelques signes encourageants dans certaines luttes ouvrières, menées sans ou contre les directions, mais beaucoup d'autres signes qui le sont moins : bagarres entre ouvriers blancs et noirs pour la répartition des emplois dans le bâtiment. TOUS les observateurs s'accordent à reconnaître qu'une couche de blancs, les plus défavorisés et ceux en contact ou compétition directe avec les noirs (en contraste avec les intellectuels libéraux qui voient les choses de loin, à l'abri de leurs villas et leurs bons revenus) peut devenir (et est déjà en partie) une base pour un fascisme américain. A la gauche de trouver les réponses.

(Les camarades pourront se reporter aux articles sur les mêmes sujets parus dans I.C.O., nos 82, 85 et 86).

GREVE SAUVAGE A L'USINE FORD DE MAHWAH

Cet article, traduit de *Solidarity* (vol. 6 n° 1) résulte d'une compilation de textes issus de News and Letters, UBB Publications, Speak Out, Wildcat. On y trouvera développés certains thèmes (discutables aux yeux du traducteur) sur le rôle prépondérant dans la lutte de classe des ouvriers les plus défavorisés. D'une certaine manière, ceci prolonge les discussions qui ont eu lieu pendant les réunions nationales et internationales, et qui avaient été déjà abordées dans la brochure « la grève généralisée », dans les passages traitant plus spécialement de l'attitude des cadres, des techniciens et des ouvriers les plus qualifiés pendant les « événements de mai ». La discussion reste ouverte (Note du traducteur).

Cet article décrit une lutte particulière qui s'est déroulée à l'usine Ford de Mahwah, dans le New Jersey. Il analyse quelques unes des formes nouvelles qui ont fait leur apparition dans l'industrie américaine. Il peut présenter un intérêt pour les ouvriers de l'automobile d'Angleterre, et on peut en tirer des leçons valables pour l'Europe. L'article met l'accent sur le besoin de liaisons internationales entre ouvriers de la base. Nous suggérons aux ouvriers intéressés qui désireraient davantage d'informations d'écrire directement à l'UBB, 156, Valley Road, Mahwah, N.J., U.S.A.

Un surveillant de l'usine Ford de Mahwah :

« Fous le camp, t'es vidé, sale enclulé de nègre ! »

L'ouvrier :

« Ne me parlez pas comme à un chien. »

Cet échange de phrases conduisit, le 24 avril 1969, au déclenchement d'une grève sauvage d'une semaine par 2.000 ouvriers de la grande usine Ford de montage (Mahwah New Jersey). La production tomba de 800 à 270 voitures par jour.

Les ouvriers exigeaient :

- 1) le renvoi de ce surveillant ;
- 2) le renvoi ou le transfert de tous les surveillants qui ont fait preuve de discrimination raciale ou d'abus de pouvoir ;
- 3) le réengagement de tous les ouvriers virés pour avoir pris part à des actions non officielles ;
- 4) la fin du système des Kangaroo Courts (sorte de conseils de discipline) où siègent des représentants de l'U.A.W. (Union of Automobile Workers, syndicat de l'industrie automobile) ;
- 5) la reconnaissance, comme porte-parole des ouvriers noirs des United Black Brothers (U.B.B., les Frères Noirs Unis).

La compagnie Ford accepta toutes ces exigences sauf la dernière.

Les raisons du débrayage dépassent de loin le simple incident raciste, mais remontent à l'accélération des cadences sur la chaîne. Les ouvriers ont signalé que la compagnie fait croire la production de 56 à 62 voitures par heure chaque fois qu'elle veut les évacuer, ce qui se produit très souvent, avec l'accord du syndicat. Ceux qui ne peuvent pas soutenir le rythme inhumain qui en résulte sont virés. Le houspillage et les tracasseries de la maîtrise sont constants.

La production est le cœur et l'essence du système capitaliste ; les ouvriers sont les mieux placés pour se rendre compte comme ils sont les mieux placés pour lutter pour son contraire : la dignité humaine.

Dans la grève sauvage de Mahwah, une nouvelle force fit son apparition : le groupe organisé des United Black Brothers de la Ford Mahwah. Les U.B.B. ont été formés l'automne dernier par des ouvriers noirs, en majorité de l'équipe de nuit, pour combattre le racisme et les conditions imposées à la chaîne de montage. Ces deux points étaient entièrement ignorés des syndicats.

Dans l'atelier, la solidarité a toujours existé et est caractéristique de la conscience que les ouvriers ont de leur propre puissance. Elle montre l'importance de la grève sauvage pour réussir à contrôler les conditions de travail. Arrêter la production et fixer eux-mêmes les limites de ce qu'ils accepteront d'endurer sur les chaînes, sont deux actions que les ouvriers ont toujours saluées comme une victoire collective sur la compagnie qui les emploie. Les grèves sauvages résultent des conditions que la compagnie laisse se développer dans l'usine : racisme, mauvaises conditions de sécurité, accélération des cadences, licenciements ; elles ne se déclanchent presque jamais pour des raisons de salaires. Souvent, l'incident qui les provoque est la goutte d'eau qui, après des mois et des mois de rancœurs accumulées, fait déborder le vase. Si, selon certains, les grèves sauvages sont provoquées par la direction pour repérer et vider les ouvriers les plus combattifs, il n'en est rien dans la réalité. Les employeurs craignent les grèves sauvages car ils ne savent jamais où peut mener une action que les ouvriers entreprennent *par eux-mêmes*. Les syndicats les craignent pour les mêmes raisons. La seule manière dont la maîtrise provoque les grèves sauvages est la tyrannie constante. Comme l'a dit un ouvrier de chez Chrysler : « une bonne grève sauvage est la meilleure arme des ouvriers »

L'usine Ford de Mahwah est la plus grande des usines de montage de Ford. Elle emploie 4.500 ouvriers et produit environ 200.000 voitures par an. Les noirs forment de 15 à 20 % de l'équipe de jour et plus de 40 % de celle de nuit. L'usine Mahwah a derrière elle une longue tradition d'incidents dans le travail. En février 1968 déjà un incident racial semblable avait provoqué un débrayage de quatre jours de l'équipe de nuit, auquel l'équipe de jour s'associa. Quand la compagnie voulut faire passer en conseil de discipline un des leaders du débrayage (que les syndicats déclarèrent non officiel), tous les ouvriers de l'atelier se présentèrent à la séance du conseil. Comme le disait un des ouvriers « nous savions que si certains d'entre nous allaient isolément devant le conseil, la maîtrise nous mènerait là où elle voudrait. Aussi, avant de reprendre le travail, la première nuit, nous décidâmes, d'un commun accord, que si l'un d'entre nous était convoqué, nous quitterions tous la chaîne et nous tenterions de pénétrer dans la salle. » La compagnie fut si surprise qu'elle renvoya tout le monde au travail. Quant elle voulu convoquer un nouveau conseil, les ouvriers firent de même. La compagnie dut céder.

Dans la société industrielle d'aujourd'hui, il n'y a pas d'incompatibilité à être à la fois membre responsable d'un syndicat et membre d'un Conseil d'administration.

Georges Cattell

Directeur de Manpower and Productivity Services (département de l'emploi et de la productivité)

The Times 2-3-69

Les pratiques racistes de la maîtrise ne sont pas nouvelles aux U.S.A., mais ce qui est nouveau c'est l'apparition d'organisations militantes d'ouvriers noirs, capables effectivement d'user de représailles. Mais il y a bien des différences entre des mouvements, comme les U.B.B. de Mahwah et la League of Revolutionary Black Workers (*) (Ligue des ouvriers révolutionnaires noirs) de Détroit; mouvements qui ont fait leur apparition dans l'industrie automobile. La ligue contient spécifiquement des éléments Black Nationalists (nationalistes noirs) alors que les U.B.B. définissent ainsi leur position :

« Les U.B.B. ne sont pas une organisation raciste. Nous accueillons tous les travailleurs dans nos rangs. Tous les ouvriers de la Ford sont exploités, quoiqu'à des degrés divers. Il s'en suit que tous les ouvriers sont les bienvenus chez nous : afro-américains (c'est-à-dire noirs - N.d.T.), ceux qui parlent espagnol (c'est-à-dire essentiellement les porto-ricains - N.d.T.) et blancs. Parmi eux, les afro-américains sont les plus exploités et par droits de l'homme et pour sa dignité. Ils ont gagné leur place dans cette avant-garde par leur sueur et leur sang. Nous leur rendons hommage ». (déclaration des U.B.B., 6 juin 1969).

La proportion des ouvriers noirs dans l'industrie automobile est énorme. La plupart des grandes Usines de Détroit se trouvent dans le ghetto noir. Environ 50 % des ouvriers de l'automobile à Détroit sont noirs. A l'usine Hamtrack Assembly de Dodge et à celle de l'Eldon Avenue Gear and Axle de la General Motors, ce sont respectivement 70 et 80 % des ouvriers qui sont noirs. Pour l'ensemble des U.S.A. cette proportion est de 33 %. Il en résulte que la révolte des noirs dans les usines ne résulte pas seulement de la situation qui leur est faite dans la société globale, mais présente également les éléments caractéristiques d'un mouvement des ouvriers de base contre, à la fois la maîtrise et les syndicats corrompus.

Je n'ai jamais participé à une grève de ma vie, je n'ai jamais donné l'ordre à qui que ce soit de se mettre en grève, je n'ai jamais rien eu de commun avec un piquet de grève... En fin de compte, il n'y a pas grande différence entre ce que je défends et ce que défendent les dirigeants de la National Association of Manufacturers (Association Nationale des Industriels - sorte de syndicat patronal). Je suis pour le système du profit. Je crois au profit. Je pense que

(*) Cette ligue comprend le DRUM (Dodge Revolutionary Union Movement, Mouvement révolutionnaire des usines Dodge. Le mot DRUM signifie tambour) l'ELRUM (Eldon Avenue Revolutionary Union Movement, qui s'organise dans la General Motors), le FRUM, chez Ford, le CRUM chez Chrysler.

c'est un stimulant merveilleux. Je crois sans réserve au système de la libre entreprise.

George Meany,

Président de l'A.F.L.-C.I.O. (le grand syndicat américain) parlant devant la National Association of manufacturers

A Mahwah, la section de l'U.A.W. avait admis le racisme de la compagnie Ford et n'avait soutenu presque aucune des réclamations faites par les ouvriers de la chaîne. (Lorsque le dernier secrétaire de section partit, il y avait 2.000 réclamations, dormant dans le bureau du syndicat que celui-ci n'avait pas transmis). Lors du débrayage de février 1968, le rôle du syndicat se borna à persuader le personnel de reprendre le travail tandis que le syndicat discuterait des tenants et des aboutissants. Rien de concret n'en sorti. Le syndicat alla jusqu'à soutenir la maîtrise lorsque celle-ci prétendit sanctionner ceux qui avaient débrayé. Seule la solidarité de la base put les sauver. Les permanents syndicaux sont aussi désireux de paralyser les ouvriers militants que la compagnie. Le syndicat n'a même pas réussi à soutenir un autre débrayage qui, l'été dernier, protestait contre la chaleur excessive dans l'usine.

La dignité ne se négocie pas

Les ouvriers noirs se voient en général réserver le boulot le plus mauvais. Ceci explique la similitude de leur lutte avec celle des ouvriers britanniques des usines de montage. Ce n'est pas par hasard si, en Angleterre, dans les usines d'automobiles, ce sont les ouvriers des fonderies et des chaînes de montage, les plus exploités et « bénéficiant » des conditions les plus mauvaises, qui montent le chemin.

Un ouvrier noir, ayant douze ans d'ancienneté à Mahwah, explique pourquoi les noirs se trouvent confinés aux boulots les plus insupportables. « Si un travailleur blanc est astreint à un travail réellement éreintant et dangereux, il peut toujours refuser. Il sait qu'il trouvera un boulot au moins aussi bien dans une autre usine. Pour un ouvrier noir, entrer dans une usine est toujours mieux que ce qu'il a eu jusqu'à présent. Il sait que de nouveau dans la rue il ne trouvera rien. Aussi prend-il le boulot et le supporte ». Les surveillants le savent bien et assignent aux noirs les boulots les plus dégoutants.

Les conditions de travail dans les usines sont déplorable. Pendant les 15-20 dernières années, la production a beaucoup cru dans l'industrie, spécialement dans l'automobile. Beaucoup de gens pensent que c'est dû à l'automatisation. Mais, dans la plus grande partie des usines, ce qui s'est passé, c'est une « nègrementation ». La nègrementation consiste tout simplement à prendre un noir pour

faire le boulot que faisaient autrefois 2, 3 ou 4 blancs. Le contremaître, le chef d'atelier et le surveillant essayent, sans arrêt, d'accélérer la chaîne. Dans leur tentative sans repos de faire réaliser encore plus de profits à la compagnie, ils négligent toute considération de bien être ou de sécurité pour les ouvriers, et plus particulièrement les ouvriers noirs. Il en résulte que 95 % des ouvriers ont quelque maladie professionnelle, en général silicose ou maladie pulmonaire. A l'emboutissage, des gars se baladent à qui il manque deux ou trois doigts qu'ils ont laissés dans une machine mal protégée.

D'après FIFTH ESTATE.

Le racisme est un des outils essentiels utilisés par la compagnie pour faire suer encore plus le burnous des ouvriers et augmenter la production. Après chaque changement de modèle (annuel aux U.S.A. - N.d.T.), Ford en profite pour fixer de nouvelles cadences impossibles à remplir. Alors commence une lutte, sur la chaîne, entre le contremaître payé pour faire appliquer les nouvelles normes et les ouvriers qui, par leur résistance, cherchent à ramener le quota à ce qui leur est supportable. Le contremaître a le pouvoir de signaler (c'est-à-dire, en fait de vider) les gars qui ne remplissent pas la norme, et ici encore les noirs sont particulièrement vulnérables. Les contremaîtres sont soumis à une telle pression pour faire grimper la production qu'ils combinent au racisme existant de fait par la ségrégation du travail dans l'usine, leur racisme personnel. D'où leurs injures, leur comportement raciste vis à vis des noirs, des gens parlant espagnol, des italiens et des autres minorités qu'ils houspillent.

Les travailleurs de l'industrie exigent, non seulement l'égalité des salaires, mais aussi d'être traités avec dignité, comme des êtres humains. Ils en ont assez d'être bousculés de droite à gauche et ils ne l'acceptent plus sans riposter de manière organisée. Cette révolte croissante dans les usines américaines n'est pas dirigée contre les ouvriers blancs, mais contre l'attitude raciste de la maîtrise et des surveillants. L'ouvrier blanc, lui aussi, souffre d'abus et dignité bafouée. Lui aussi est bousculé de droite à gauche, non parce qu'il est blanc, mais parce qu'il est ouvrier dans une usine capitaliste. Les travailleurs blancs ont été soumis à des humiliations dans leur travail pendant si longtemps que beaucoup d'entre eux s'y sont presque habitués. Ce que les travailleurs noirs commencent aux U.E., c'est une lutte contre l'indignité et l'humiliation. C'est là, une lutte plus révolutionnaire et plus explosive socialement qu'une lutte pour les salaires. « Les salaires peuvent être négociés, pas la dignité » affirme un tract de l'U.B.B. de Mahwah. Le fait même de soulever cette question mine déjà les relations d'autorité dans l'atelier et partant dans toute l'usine. La dignité du travailleur n'est pas compatible avec l'autorité d'une maîtrise.

Notes sur le Mouvement Etudiant en général et le Mouvement de Mai 1968 en particulier

D'UN CAMARADE DE PARIS

C'est un secret pour personne que le mouvement étudiant est un phénomène international qui plonge ses racines essentiellement dans les structures des pays développés industriellement. En effet, tour à tour le Japon, les Etats Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France ont été le théâtre d'agitations étudiantes plus ou moins sporadiques, plus ou moins vio-

lentes avec la police et les autorités universitaires. En un mot, il y a une même ligne entre les affrontements de 1964 à Berkeley, de 1967 à Berlin et de 1968 à Paris.

Après l'avoir sommairement situé dans le temps et l'espace, on se pose les questions qui viennent tout de suite à l'esprit : Quelle est la signification d'un tel mouvement de révolte ? Quelles sont ses tendances ? Quel

rôle peut-il jouer dans la lutte de classe ?

La révolte étudiante contre le vieux monde est incontestablement un phénomène nouveau. Cela signifie que quelque chose a changé dans les universités et les facultés. Pour mieux comprendre ces mutations, retournons brièvement en arrière de quelques années.

A cette époque l'Université était purement et simplement la sphère où se formait une élite : les représentants instruits des classes dominantes, la fraction pensante de la bourgeoisie, l'intelligentsia avec ses philosophes, historiens, écrivains et autres idéologues. Pour la bourgeoisie l'Université c'était en quelque sorte son point d'honneur spirituel, son luxe culturel et dont la principale fonction était de donner une explication du monde selon les canons du droit bourgeois et de la morale existante. L'Université s'occupait de la production des idées pouvait alors s'imaginer être au-dessus des classes de la société civile, diffuser un savoir « neutre », « objectif », en dehors des luttes de classes et célébrer hautement les vertus de la science. Mais cette illusion venait en fait de ce que l'Université se trouvait encore à la périphérie du système.

Depuis la situation de l'Université s'est modifiée. Elle s'est intégrée dans le système. Au lieu de vivre marginalement, elle est devenue un rouage à part entière du système d'exploitation.

Pour ce faire elle a dû accomplir une double métamorphose. La première c'est qu'il lui a fallu s'adapter aux exigences de l'économie, c'est à dire diffuser des connaissances en étroites relations avec les impératifs de la production. De ce fait elle a perdu son autonomie relative et s'est incorporée pleinement dans le système. Au lieu de répandre des connaissances universelles, culturelles, elle s'est vue contrainte de donner un enseignement spécialisé, borné, ne sortant pas du cadre étroit de la spécialité.

La deuxième métamorphose qu'elle a dû entreprendre c'est d'ouvrir ses portes à un plus grand nombre parce qu'elle est devenue la fabrique des cadres de la production. Celle-ci, en effet, réclame de façon croissante des ingénieurs, des scientifiques et des techniciens. Ce sont les besoins de la production qui déterminent la masse des étudiants. Ce n'est plus une intelligentsia que l'Université doit former, mais les cadres qualifiés de l'économie, les dirigeants spécialisés de l'exploitation des travailleurs et de l'accumulation du capital.

C'est dans le cadre d'une telle restructuration de l'Université qu'est née (aux alentours des années 60) la révolte étudiante qui a déferlé sur les principaux pays du globe.

De par son contenu idéologique général, cette révolte peut se caractériser comme étant un mouvement *anti-autoritaire*. En effet, constamment, la société actuelle, répressive, bureaucratique et totalitaire, est visée. On stigmatise « la société de consommation », les gadgets, la publicité, le conditionnement général, la perte de l'individualité et de la liberté. D'un autre côté on exalte le jeu, le désir, la créativité, l'imagination, le rêve, qui doivent devenir la poésie de l'avenir. Dans tout cela il y a un certain souffle libertaire, une certaine volonté de briser immédiatement les entraves et fouler aux pieds tous les tabous.

Cependant, ce mouvement de protestation, ni par son contenu, ni par sa forme, ne peut être assimilé à un mouvement communiste. D'une part son projet est *utopiste*, basé sur des jugements de valeur et se perd dans des peintures fantaisistes et arbitraires de la société de l'avenir - alors que le mouvement communiste fonde son programme sur le mouvement *réel et objectif* du développement historique ; d'autre part l'argent de la Libéra-

tion, le prolétariat, est nié. Par exemple, chez Marcuse (un des théoriciens conséquents du mouvement étudiant), il ne peut venir que des couches marginales (les étudiants, les noirs américains, les peuples de couleur). Pour lui, le prolétariat étant intégré, il a désormais partie liée avec le capital et devient un facteur de conservation. Autre exemple, chez les situationnistes, si on continue à mettre en avant le prolétariat, c'est pour parler en fait du néo-lumpen-prolétariat. C'est à dire de tous ceux qui sont en dehors du procès de production (jeunes chômeurs, « blousons noirs », étudiants exclus de l'Université, et toute une sorte de faune vivant d'expédients). Par conséquent, il est contradictoire d'exalter le pouvoir aux conseils ouvriers et en même temps conseiller à tout le monde : « Ne travaillez jamais ». Un prolétariat qui ne travaille « jamais », ne sera jamais le prolétariat.

Mais ce qui importe pour l'analyse, ce n'est pas tant les solutions qu'on croit apporter à la crise idéologique (ainsi beaucoup d'étudiants ont été attirés par la « révolution culturelle » en Chine parce qu'ils y ont vu abstraitement une réponse au vide idéologique laissé par la vieille bourgeoisie d'Occident), que l'existence même de cette crise et ce qu'elle signifie.

C'est un fait que, dans son ensemble, la jeunesse « intellectuelle » est en crise, en crise idéologique, morale, psychologique, culturelle. Et la bourgeoisie s'en rend compte : « C'est une crise de civilisation. Tous les fondements traditionnels craquent. La religion n'a plus de sens pour beaucoup de jeunes, la famille est relâchée, quelque fois dissoute, et surtout la radio, le disque, la presse spécialisée, tout s'est ligé pour imposer à la jeunesse, considérée comme une clientèle, un certain comportement. L'idée de Patrie, pour beaucoup, a perdu toute valeur au point d'être devenue objet de dérision. Les interdits qui pesaient depuis des siècles sur les femmes et les jeunes filles, s'écroulent » (Pompidou).

Mais ce que Pompidou ne voit pas, ou ne veut pas voir, c'est que la révolte étudiante sonne le glas de la civilisation bourgeoise. Il se passe que la bourgeoisie n'arrive plus à donner à ses propres enfants ou à ceux qui lui succéderont un système d'idée répondant à la situation réelle. En effet, les « idéaux » qui, naguère, mobilisaient les étudiants (nationalisme, « valeur de l'Occident », etc...), sont complètement épuisés et ont fait leur temps. Même le « socialisme » russe ne fait plus recette tellement son essence capitaliste et bureaucratique s'est dévoilée.

En vérité, la crise étudiante exprime, par ricochet, la crise de la bourgeoisie. Le mouvement international étudiant n'est pas la première expression de la prise de conscience du prolétariat, il est l'expression ultime de la décomposition universelle de la morale et de l'idéologie bourgeoise. Il est le reflet de l'écroulement de son système de valeur. Le mouvement étudiant est immédiatement la mauvaise conscience de la bourgeoisie.

Evidemment tout cela n'est pas réellement nouveau. Durant les « années folles » de l'après-guerre de 14-18, le Surréalisme exprimait déjà à sa manière ce désarroi, ce nihilisme des classes dominantes. Cependant, maintenant, ce phénomène a pris un caractère de masse et l'Université apparemment « neutre » a pénétré brutalement dans le système et s'est vue contrainte d'arracher son voile de « pureté » culturelle pour apparaître clairement ce qu'elle était déjà confusément : un instrument au service de l'ordre existant. Par conséquent, la situation des jeunes universitaires est claire : devenir les chiens de garde de la bourgeoisie, les complices du capital.

Mais derrière la crise morale et idéologique, il y a une crise *sociale* de la bourgeoisie. La bourgeoisie, en tant que classe particulière, juridique, de la société ci-

vile, est en décomposition. Cette classe tend à disparaître pour laisser la place à des managers, des technocrates et des bureaucrates, produits de la dissolution sociale bourgeoise. C'est le développement du capital, son extrême concentration, du fait des lois de la concurrence, qui amène ce dernier à se dépersonnaliser et à devenir une puissance totalement autonome et indépendante de toute classe particulière. Maintenant ce qui procure la puissance et la richesse, ce n'est plus tant la propriété privée des moyens de production que la capacité technologique ou administrative, qui place ceux qui sont les détenteurs d'un tel savoir à la tête des entreprises et de l'Etat.

Or, c'est justement dans l'Université que se forment et se recrutent les cadres du système capitaliste ; cette néo-bourgeoisie qui se présente avec le statut de salariés ; mais qui réellement profite de l'exploitation du travailleur salarié. L'Université est la pourvoyeuse des « cerveaux » qui dirigeront les travailleurs. Cependant elle dissimule sa fonction de sélection des cadres dirigeants en tendant à recruter dans toutes les classes de la société, y compris dans les classes laborieuses. La « Démocratisation de l'Enseignement », si chère au P. « C. » F., c'est la possibilité de faire de chacun un bourgeois nouvelle manière. Cependant même cela est hypothétique. Il faut une sélection, des examens qui permettent de faire un tri. En effet, les débouchés sont forcément limités à la sortie des examens. Beaucoup d'étudiants sont, de toute façon, condamnés à végéter dans des emplois subalternes sans comparaison avec la situation promise au départ. Ainsi la menace du chômage après les études, la déqualification, sont autant de facteurs qui contribuent à entretenir le feu de l'agitation étudiante.

Mais l'essentiel que la crise universitaire exprime, c'est la crise idéologique du système capitaliste. En effet, avec la disparition du personnage classique du bourgeois traditionnel, c'est tout un monde de valeurs et d'idéaux qui s'engloutissent pour laisser la place à la fausse rationalité du technocrate, à la pseudo-scientificité du spécialiste, à l'arbitraire et à l'autoritarisme stupide du bureaucrate. Tel est l'idéal de la société capitaliste ultra-développée, c'est à dire du capitalisme d'Etat. En effet la faillite des « valeurs traditionnelles » reflète la dissolution du capitalisme privé et de la libre concurrence. Les « valeurs nouvelles » (savoir, compétence, spécialisation) sont celles du capitalisme monopolistique d'Etat. C'est en réaction contre ces nouvelles tendances que le mouvement étudiant se définit. Face à l'autoritarisme grandissant de l'Etat et son emprise sur tous les aspects de la vie, les étudiants contestataires mettent en avant des conceptions plus ou moins anarchisantes comme étant des remèdes à la bureaucratiation de la société. Cependant ils ne se rendent pas compte qu'en fait ils n'ont toujours pas dépassé (au moins conceptuellement) le vieil antagonisme de la société bourgeoise : bureaucratie contre anarchie. De même qu'ils ne voient pas que c'est la libre concurrence qui mène au monopole, de même ils ne voient pas que l'anarchie mène à la bureaucratie. En effet la bureaucratie est la conséquence logique de l'anarchie existant dans la société. Pour supprimer la première, il faut d'abord s'attaquer à la seconde.

En ignorant ce phénomène, nombre d'étudiants reproduisent les illusions des libertaires et voient dans l'Etat la cause de tous les maux et se proposent de le supprimer immédiatement pour rendre l'humanité heureuse. Encore une fois, *avant* d'être facteur des antagonismes sociaux, l'Etat est *d'abord* le produit de ces antagonismes, conséquence directe des différences de classes et leurs oppositions et non leur cause première.

Cependant, malgré son extrême confusion, le mouvement d'agitation des étudiants a une grande valeur pour la révolution prolétarienne. Il n'est pas l'expression de la reprise révolutionnaire, mais il *l'annonce*. Il l'annonce pour deux raisons :

a) la première c'est « qu'au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société toute entière prend un caractère si violent et si âpre, qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat,

et notamment cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique ». Actuellement, la fraction des étudiants en « colère » exprime assez bien ce phénomène. Cependant celui-ci n'est pas encore arrivé à terme. La raison essentielle c'est que le prolétariat n'existe pas encore comme force autonome consciente et organisée. Pour le moment ces éléments sont donc laissés à eux-mêmes et n'arrivent pas, par leur seule force, à se placer sur les positions politiques du prolétariat révolutionnaire. Seule l'entrée en scène de la classe ouvrière sera en mesure de chasser leur désordre idéologique et leur désorganisation.

b) La seconde raison c'est que toute vraie grande révolution présuppose une crise générale au sein même de la classe dominante. Pour l'instant cette crise est surtout de nature idéologique, en attendant d'être économique et politique. En période non-révolutionnaire, le prolétariat suit sa bourgeoisie et s'en remet à elle (« Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien » - Marx). Si la bourgeoisie perd confiance en elle-même, elle perdra du même coup la confiance du prolétariat et, involontairement, elle provoquera le réveil de la conscience et de l'énergie de la classe ouvrière jusqu'ici endormies. En effet, les travailleurs habitués à s'en remettre à leur propre bourgeoisie, voyant celle-ci chanceler, hésiter, divaguer, etc..., seront alors poussés à prendre leur sort en main et à s'organiser pour eux-mêmes. L'impuissance de la bourgeoisie provoquera alors la détermination du prolétariat. Lénine avait raison quand il disait que pour qu'il y ait une révolution, il ne suffit pas que ceux d'en bas ne veulent plus, il faut encore que ceux d'en haut ne peuvent plus. Avec la crise étudiante un tel processus a déjà commencé. La contestation étudiante mine l'idéologie bourgeoise (tout en étant d'ailleurs incapable de la remplacer, mais ce n'est pas son rôle) de l'intérieur, cela sera au prolétariat d'en finir pratiquement en l'affrontant de l'extérieur et de fonder la nouvelle société.

*
**

La crise de mai-juin 68 en France fût avant tout la manifestation la plus aigüe de la révolte étudiante qui éclate un peu partout dans le monde. Son originalité vient du fait que la classe ouvrière a ensuite pris le relais des étudiants après une dizaine de jours d'émeutes et de barricades.

Incontestablement le mouvement des étudiants a été le catalyseur. Il a entraîné la grève que l'on connaît. Mais les ouvriers, dans leur immense majorité, ne sont pas entrés dans la lutte avec l'espoir d'en finir avec le capital. Ils ont simplement profité de l'agitation étudiante pour obtenir de la bourgeoisie un prix plus élevé de leur force de travail. La lutte ouvrière n'a pas dépassé, dans son ensemble, la lutte pour de meilleures conditions de travail et pour des salaires plus convenables. C'est un mouvement *réformiste* et non révolutionnaire qui a succédé à la révolte étudiante. Certes quelques

frottements et quelques grincements ont eu lieu quand les bureaucrates syndicaux ont proposé des prix par trop bas aux ouvriers. Séguy s'est fait conspuer aux usines Renault, il ne s'est pas fait écharper. Les travailleurs n'ont, à aucun moment, remis en cause leurs « représentants » politiques et syndicaux. Ils n'ont pas créé de nouveaux organes de lutte de classe. Ils se sont contenté des anciens devenus des appareils intégrés au système. Pour résumer, disons que si parfois les travailleurs protestèrent contre leurs « dirigeants », jamais ils ne les contestèrent. Et finalement tout rentra dans l'ordre. On reprit le travail, on alla voter, et tout le monde partit en vacances...

De la grève généralisée de Mai-Juin 68 en France, on peut constater deux choses :

a) la première, c'est que l'issue de la grève était prévisible. Cela aurait été vraiment miraculeux qu'après 30 ou 40 ans de « Front Populaire », de « Résistance », de « Reconstruction Nationale » et de P. « C. » F., c'est à dire de contre-révolution, le prolétariat, oubliant son passé collaborationniste, nationaliste et réformiste, retrouve du jour au lendemain le glorieux passé de ses ancêtres, les Communistes, les Spartakistes, et les Bolchevistes. On n'efface pas d'un seul coup 40 ans d'illusions.

b) La seconde, c'est qu'il est inutile d'expliquer la grève à partir d'une « crise économique » qui reste introuvable, insaisissable comme la « chose en soi » du philosophe Kant. La raison essentielle du mouvement d'occupation des usines fût simplement un désir de réajustement des salaires au niveau de ceux de l'Europe de l'Ouest. (Après l'Italie, la France est le pays d'Europe où les travailleurs sont le plus mal payés). Les ouvriers ont donc profité des difficultés du gouvernement avec les émeutes du quartier latin pour revendiquer de plus hauts salaires. Un tel mouvement, issu d'une crise économique, n'aurait pas connu la fin qu'il a vécue. Ou il aurait été écrasé dans le sang, ou il aurait triomphé, mais de toute façon un des deux protagonistes aurait été écrasé. Rien de cela n'est arrivé. On ne peut pas dire que le prolétariat a été battu puisqu'il n'avait pas véritablement engagé le combat. Le jour où il l'engagera, il commencera d'abord à sortir des usines où on l'avait enfermé en Mai 68, véritables ghettos paralysant le prolétariat et l'empêchant de poser la lutte de classe sur le terrain décisif de la « place publique ».

D'un autre côté, il est incontestable que Mai 68 a eu comme conséquence immédiate que la politique a influé sur l'économique. En effet, le capitalisme français, un des maillons faibles des Etats de l'Europe de l'Ouest, ne peut, en raison de ses structures retardataires sur le plan économique, se permettre d'offrir le même standard de vie à ses prolétaires que ses collègues européens. Son retard structurel, il ne peut le combler qu'en exploitant encore un peu plus ses travailleurs afin d'être tout de même compétitif sur le marché européen et mondial. La grève n'a évidemment pas arrangé les choses. La bourgeoisie a dû se débarrasser de De Gaulle et revenir à une politique plus souple avec le partenaire américain.

Cependant l'essentiel de la crise de mai c'est le mouvement étudiant. Il ne faut pas se bercer d'illusions, l'heure d'un mouvement ouvrier autonome n'est pas en-

core venue. Il nous faudra encore attendre quelques années, le temps que le système économique mondial glisse vers le déséquilibre, pour voir apparaître un vaste mouvement révolutionnaire. Actuellement les luttes de classes sont masquées par des questions raciales, nationales, linguistiques et religieuses (Etats-Unis, Canada, Belgique, Irlande du Nord). Le capital fait reporter presque toute la misère sur une catégorie de prolétariat, ce qui lui permet d'éviter une lutte frontale, ouverte, avec le prolétariat en tant que classe. Cette mystification ne pourra disparaître qu'avec une situation de crise ouverte et généralisée, et non de crise latente comme actuellement nous traversons. Les luttes actuelles ne sont pas les manifestations de la crise actuelle, mais les premiers signes annonciateurs de la crise future. Et c'est pour cette raison, uniquement pour cette raison que nous devons y attacher de l'importance, non pas pour ce qu'aujourd'hui ils signifient mais pour ce que demain ils signifieront, même si actuellement ils ne veulent pas.

Un des enseignements de Mai, ce fut aussi l'entrée en scène d'une nouvelle génération ouvrière, beaucoup plus détachée des « idéaux » du « Front Populaire ». En effet beaucoup plus de jeunes ouvriers n'ont pas regardé en spectateurs les émeutes étudiantes, ils y ont participé dès les premiers jours et de façon active. Ce sont eux encore qui prirent l'initiative de la grève dans beaucoup d'endroits, montrant le chemin aux « vieux ». Il est indispensable qu'un sang nouveau parcourt la classe ouvrière si cette classe veut s'émanciper. Les « communistes » ne s'y sont pas trompés (de leur point de vue) quand ils interdisent l'accès des usines aux étudiants. Le danger de contagion - malgré la confusion que les étudiants propageaient - était trop grand, particulièrement sur les jeunes ouvriers.

Pour conclure, disons que, fondamentalement, la crise de Mai 68 en France fût l'explosion la plus grande du mouvement étudiant international. Le déclenchement de la lutte, les manifestations violentes dans la rue, les barricades, les occupations actives des facultés, les comités d'action, bref, tout ce qui fût plus ou moins subversif, plus ou moins révolutionnaire et critique, vint du milieu étudiant, fût inspiré par lui. C'est pourquoi on ne peut pas comprendre le mouvement de Mai à partir d'une analyse mécanique de la situation économique du capitalisme mondial, on ne peut le comprendre qu'à partir d'une analyse des luttes étudiantes dans le monde qui, elles, à leur tour, ne peuvent se comprendre qu'à partir d'une étude des changements qui sont intervenus dans les structures économiques et sociales au sein du système mondial depuis la deuxième guerre mondiale. Si en « dernière analyse » il faut tenir compte de l'économie, cela ne signifie pas qu'il faut en conclure automatiquement à la crise de l'économie.

La révolte étudiante est un signe, d'une part, du malaise qui existe dans la société et, d'autre part, un signe avant-coureur de la reprise révolutionnaire du prolétariat. Cependant quand cette reprise sera effective c'est le prolétariat qui prendra à ce moment là l'initiative de la lutte à mener contre le capital. Il n'y aura plus de mouvement étudiant parce qu'il y aura un mouvement ouvrier.

Par suite du manque de place, la rubrique habituelle " PUBLICATIONS " est reportée au prochain numéro

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 12 F.

Versements : I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS